

SoualiMag

By

EW'AG

MARS 2024 N° 10

DOSSIER

Métiers, compétences, formations : une révolution à venir ?

FEDOM

Des séminaires thématiques pour défendre les économies ultramarines

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Une nouvelle voie pour Saint-Martin ?



Astrid Dollin,
responsable marketing
Digicel Business

**“CONNECTIVITÉ,
OUTILS, ÉQUIPEMENTS :
FAIRE LES BONS CHOIX
EN 2024”**

**5 CHOSES
À SAVOIR**

Sur la nouvelle
Gare Maritime



cesc

Conseil Economique Social
et Culturel de Saint-Martin



ALLEYNE BRYAN

Membre

Organisations Syndicales
UGTG (Union Générale des
Travailleurs de Guadeloupe)

EVELYNE FLEMING

2^{ème} Vice-Présidente

Administrateur Caisse d'allocations
Familiales (CAF) de la Guadeloupe
et Saint-Martin

VÉRONIQUE LEGRIS

Secrétaire

Club du Tourisme

Elles s'engagent pour le territoire

Le Conseil économique social et culturel a pour vocation d'élaborer des stratégies et d'émettre des recommandations sur les politiques publiques du territoire. En son sein, les femmes, chefs d'entreprises, membres de syndicats ou d'associations, tiennent une place importante. Elles s'engagent et s'impliquent pour un développement harmonieux et durable de Saint-Martin.



IDA ZIN-KA-IEU
Présidente
Fédération des très petites
entreprises (FTPE)



BÉATRICE WOJCIK
Membre
Association des métiers
de la mer (METIMER)



MARIE-JACQUELINE LOLLIA
Chargée de mission
auprès des Présidents
de commissions

JUSQU'AU 30 AVRIL 2024

ENERGIZE YOUR LIFE

WITH THE NEW GEELY BRAND IN ST-MARTIN


**OFFRE DE
LANCEMENT**

À partir de

269€

/mois*

**SANS
APPORT**

 1^{er} loyer de 0 € suivi de 72 loyers de 269 € TTC.
 Montant total dû (avec option d'achat finale :
 21 017 € TTC

+ de 1 686 516 Geely
vendus dans le monde en 2023



**La marque auto Geely fait
fièrement son entrée
à St-Martin, chez
SGDM SXM ! BE READY!**

Nous sommes ravis de vous annoncer
l'arrivée tant attendue de notre toute
nouvelle marque Geely Automobiles à
Saint-Martin, avec deux SUV dynamiques
et audacieux : le Coolray et le GX3 PRO !

**The Geely car brand
proudly makes its
entrance in St. Marteen,
at SGDM SXM! BE READY!**

We are thrilled to announce the long-
awaited arrival of our brand new Geely
Automobiles brand in Saint Martin,
featuring two dynamic and bold SUVs:
the Coolray and the GX3 PRO!

4 ANS GARANTIE
OU 100 000 KM

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer



UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.

*Offre de location avec option d'achat valable du 25/03/24 au 30/04/24 réservée aux particuliers pour une Geely GX3PRO neuve au tarif remisé de de 16 290 € TTC, 1er loyer de 0 € TTC suivi de 72 loyers mensuels de 269 € TTC hors assurance facultative. Montant total dû en cas d'acquisition, sans frais de dossier 21 017 TTC, Option d'achat finale : 1 649 € TTC. Hors prestations complémentaires facultatives. Le coût mensuel de l'assurance facultative décès, perte totale et irréversible d'autonomie, incapacité temporaire totale de travail, souscrite auprès de Cardiff Assurance Vie et Cardiff Assurance Risques Divers est de 17,92 €/mois (sous réserve d'éligibilité) qui s'ajoute au montant du loyer ci-dessus. Coût total de l'assurance facultative : 1 290,24 €. Consommation mixte (l/100 km) : 7,1. Loyer arrondi à l'euro supérieur. Détail des conditions et limites de garantie disponibles sur simple demande. Le coût mensuel de cette assurance s'ajoute au montant de la mensualité ci-dessus. Publicité diffusée par SGDM en qualité d'intermédiaire de crédit à titre non exclusif de Somafi-Soguafi. Cet intermédiaire apporte son concours à la réalisation d'opérations de location avec option d'achat sans agir en qualité de bailleur. Sous réserve d'étude et d'acceptation par Somafi-Soguafi SA au capital de 21 181 215 € agréée en qualité de société de financement, immatriculée au RCS de Fort-de-France sous le numéro 303 160 501 - Siège social : Dillon, 8 lotissement Bardinet - 97200 Fort-de-France. Intermédiaire en assurance immatriculé sous le numéro 07 023 999 (www.orias.fr). Vous disposez d'un droit de rétractation. Dans la limite des stocks disponibles, sauf erreurs typographiques et non cumulable avec toute autre promotion. Photos non contractuelles. SGDM SAS au capital de 1 500 000 € - RCS 331 110 353, N° ORIAS 13004095.

SGDM SXM

 Espérance road - Grand Case (next to Europcar)
 97150 ST-MARTEEN


sxm.sgdm@gbh.fr



0590 60 97 90

SGDM SAS with a capital of 1 500 000€ - 331 110 353 RCS Pointe-à-Pitre



À l'épreuve **du réel**

À quoi ressembleront les journées de travail dans 10 ans ? Pas facile d'avoir des certitudes en la matière. Entre la semaine « en 4 jours », déposée dans le débat public par le premier ministre à la faveur de sa déclaration de politique générale devant les députés, le déploiement de « l'intelligence artificielle » qui simplifiera certaines tâches tout autant qu'elle introduira des erreurs d'appréciation, en passant par la banalisation du télétravail, difficile d'imaginer la vie au bureau de demain. Face à une profusion d'évolutions sociétales et technologiques, nous avons choisi d'interpeller 5 experts pour, malgré tout, nous aider à y voir plus clair en matière d'éducation, de santé ou encore de construction...

Ne nous y trompons pas, d'abord les évolutions technologiques dessinent une multitude de possibilités. Ensuite, nos imaginaires s'emballent et s'enthousiasment. Enfin, souvent encore, à l'épreuve du monde réel de nombreux scénarios sont (heureusement) perdus en route. Ainsi, un an après avoir capturé l'attention du monde entier, le métavers ne fait plus vraiment partie des *top trends* et nos avatars individuels n'arpentent pas les plages, boutiques ou cafés d'un monde entièrement numérisé.

En revanche, on envoie bien des fusées dans l'espace et bientôt Ariane 6 avec une collection de satellites, une toute jeune filière hydrogène émerge aux Antilles-Guyane, des médecins guident des opérations chirurgicales à distance depuis le QG du SAMU à Cayenne... Le réel fait souvent moins de bruit que l'imagination, mais il a toujours raison. Parce que certaines performances ne sont pas assez tape-à-l'œil pour les fils d'infos, chaque mois nous les révélons et les mettons entre vos mains.

Mathieu Rached
Rédacteur en chef
St-Martin

édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SouliMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Design graphique

Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (sikproduction972@gmail.com)
Orane Phedon

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice du digital
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Mathieu Rached

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Agathe Mathieu - Alix Delmas
Ann Bouard - Axelle Dorville - Colette Coursaget
Floriane Jean-Gilles - Julie VdW - Lise Gruget
Sarah Balay - Valérie Duru - Yva Gelin

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim
Mathieu Delmer - Raphaël Novella

Photo couverture
Lou Denim

RÉGIES

Martinique

Élodie Losada (0696 19 31 98)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)
Noémie Marlet

Guadeloupe

Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Mathilde De Denaro (0691 24 28 92)

Assistante commerciale

Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane

Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIGITAL

JRI

Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

Motion design - JRI

Sariatha Boulard

Rédaction web

Mathilde Claverie

Communication digitale

Clarisse Darsoulant

Chef de projet vidéo

Joséphine Notte

DISTRIBUTION

Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)

Karumag : Colibri Agency (0690 53 72 30)

Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE

Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE

5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE

Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang z'abricots,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

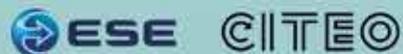


It is our Nature!

Trions, recyclons, agissons !



Let's sort and recycle now!





À LA UNE

- 8/ Digicel Business.** Connectivité, outils, équipements : faire les bons choix en 2024
- 12/ Conseil économique social et culturel.** Elles s'engagent pour le territoire

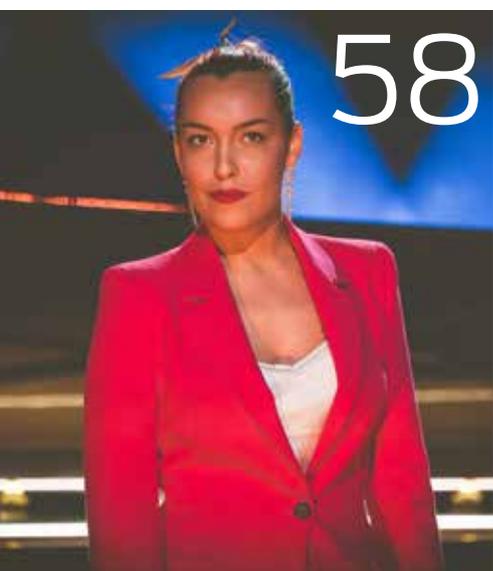
TERRITOIRES

- 14/ FEDOM.** Faire entendre et prospérer les économies ultramarines
- 17/ Docteurs en sciences.** Traquer les bactéries résistantes aux antibiotiques
- 18/ Image du mois**

- 20/ Brèves**
- 24/ France Travail.** « Du stade vers l'emploi » : une autre vision du recrutement
- 26/ Collectivité.** Saint-Martin s'ancre dans son bassin géographique
- 28/ Collectivité.** ESS : Une nouvelle voie pour Saint-Martin
- 30/ Collectivité.** 5 choses à savoir sur la nouvelle gare maritime

ENTREPRISES

- 32/ Carrière d'Ultramarin** « Lorsque je rentre, c'est comme si je n'étais jamais partie »



34/ Dauphin Telecom Business. Expert en connectivité

36/ KIA. À la pointe de la nouveauté

38/ BarberSkinn. Un nouveau concept coiffure à Saint-Martin

EXPERTISE

40/ Hydrogène : la source d'énergie d'avenir des Antilles Guyane ?

42/ Boîte à outils

DOSSIER

// Métiers, compétences, formations : une révolution à venir ?

44/ Dossier de la rédaction

PAUSE CAFÉ

58/ Coup de cœur

60/ Habitat - Déco - Patrimoine

Sommaire

CONNECTIVITÉ, OUTILS, ÉQUIPEMENTS : FAIRE LES BONS CHOIX EN 2024

Sur quels niveaux les entreprises peuvent-elles agir, et de manière déterminante, pour leur productivité ? Nous avons rencontré **Astrid Dollin**, responsable marketing de Digicel Business, qui dresse pour nous la feuille de route idéale des entreprises en 2024.

Texte Mathieu Rached - Photo Lou Denim et Raphaël Novella

1. RÉUSSIR LE TRAVAIL EN ÉQUIPE

Premier requis, la mise à plat des objectifs et des outils. Chacun peut constater qu'au sein de nombreuses entreprises du territoire, il est encore fréquent qu'une multitude d'outils, de plateformes et de solutions soient employés en parallèle. Cela implique souvent des doublons de fonctionnalités, un risque d'éparpillement, des pertes de données et une difficulté à retrouver au moment voulu le document ou l'information souhaitée. « Sans compter l'écueil des différents mots de passe qui conditionne l'accès à ces nombreux outils », cite Astrid Dollin. « La démultiplication des outils constitue à coup sûr un point faible pour toute entreprise,

petite, grande, moyenne », explique-t-elle. « Les outils sont plus performants mais ils ne vont pas forcément rendre les entreprises plus performantes. » C'est le paradoxe, et le piège en quelque sorte, du progrès technologique croissant. Rien de grave, il faut juste revenir aux fondamentaux, que le chef d'entreprise et les chefs d'équipe se demandent de quoi ils ont besoin, que souhaitent-ils faire et avec quelles fonctionnalités ? Communiquer par téléphone, par messagerie instantanée, transférer des documents, signer électroniquement, décliner des modèles de présentation ou bilans, réaliser des visioconférences, etc. Une fois les besoins identifiés, la solution sera réellement capable

d'être définie. « C'est une étape difficile à entreprendre seul », voilà pourquoi votre opérateur peut vous accompagner grâce notamment aux solutions Microsoft 365, dont il est revendeur agréé, et qui comprennent, entre autres, Teams, SharePoint et OneDrive, les logiciels Word, Excel, OneNote, PowerPoint... « Parce qu'ils dépendent d'une plateforme intégrée, ces outils facilitent le partage d'informations, la collaboration sur des projets et l'accès aux documents essentiels en temps réel, avec une synchronisation automatique des données », décrit Astrid Dollin. Tout est plus simple avec une suite cohérente de logiciels, « et avec un seul mot de passe ».

« L'enjeu est de dimensionner les solutions aux besoins exacts des entreprises »



2. BIEN CHOISIR LES OUTILS

On vient de le voir, si tous les outils grand public ne s'adaptent pas forcément aux usages et besoins des entreprises, d'autres solutions technologiques sont-elles, spécifiquement désignées pour répondre à des besoins de niche. C'est le cas de Digicel 360 Comms, « un système de solutions qui cible tous les métiers d'équipes avec interventions et déploiement sur le terrain », explique Astrid Dollin. Dans le BTP, l'industrie, les transports aéroportuaires et portuaires, les métiers de réseau électrique, etc., cet outil commercialisé par Digicel Business simplifie tous les échanges et étapes qui incombent aux techniciens. « Il va permettre de suivre une intervention, de scanner des documents et de diffuser des procédures, d'organiser une réunion instantanée avec un expert, mais aussi de détecter une chute d'un travailleur isolé, le géolocaliser et déclencher une alerte. » C'est un système de solutions très complet,

développé par un des leaders français sur ce marché. « Lancé fin 2023, le produit peut être proposé en versions d'essai (4 à 6 mois) pour que les entreprises locales puissent tester la solution et constater leur gain en productivité et en sécurité garanti par l'interface. »

3 - PRÉPARER UN PRA

Beaucoup d'entreprises antillaises et guyanaises n'ont pas élaboré de plan de reprise d'activité informatique (PRA). Or, « la dépendance à la technologie entraîne une vulnérabilité aux pannes et aux incidents informatiques, qui génèrent des temps d'arrêt coûteux et perturbateurs », cite la responsable marketing. C'est un sujet majeur de préoccupation pour l'opérateur, dont les équipes ont rédigé et publié un livre blanc afin de guider chaque structure dans sa réflexion, et dans l'élaboration des solutions à anticiper et à conduire en cas d'incident, de coupure, de sinistre ou de cybermalveillance. « La fiabilité informatique est devenue un

CHIFFRES CLÉS

- **80 %** des entreprises des 3 régions sont aujourd'hui informatisées
- **80 %** des entreprises ont compris l'intérêt de l'interconnexion des réseaux informatiques
- **89 %** des entreprises ont compris qu'internet est un facteur favorable à l'amélioration du chiffre d'affaires
- **46,30 %** des entreprises sont connectées via la fibre optique (46 % sont connectées via l'ADSL)

(Étude des CCI de Guadeloupe, Guyane et Île de la Réunion, 2021 – Usage du numérique par les entreprises). Selon le dernier rapport ARCEP, « Les services de communication électronique dans les départements et collectivités d'Outre-mer – année 2022, paru en juillet 2023, 55 % des accès Internet du territoire de la Guyane sont délivrés en Très Haut Débit soit une augmentation de 27,7 % par rapport à l'année 2021.



Bioule Mendy (responsable agence), Maricka Regent (conseillère de vente), Aneesa Hardat (conseillère de vente), Fabienne Jean-Simon (conseillère de vente) et Geronimo Georges (conseiller de vente)



Lionel Sarotte

Chef des ventes Guadeloupe
et îles du Nord

Des équipes commerciales dédiées

Pour tous besoins mobiles entreprises, Digicel Business reçoit dans sa boutique au Centre Commercial Howell Center à Saint-Martin.

Du Lundi au vendredi
9h à 13h et de 14 à 18h

Le Samedi
9h à 13h et de 14 à 17h

0590 07 12 07

pilier essentiel de toute entreprise moderne. On doit pouvoir anticiper toute situation de crise informatique. Nous sensibilisons et accompagnons nos anciens et nos nouveaux clients dans cette démarche. » Sur ce sujet important de la cybersécurité, Digicel Business s'appuie sur les équipes iDOM Technologies, filiale à 100 % du groupe Digicel, et son équipe d'experts. Le dimensionnement du réseau, la sauvegarde des données, la protection des systèmes d'information et la sensibilisation des salariés aux bonnes conduites à tenir sont quelques points clés d'un PRA.

4 - AVOIR UN RÉSEAU BACKUP

« Chez Digicel Business, on dit que notre approche du marché est "customer centric" », explique Astrid Dollin. « Autrement dit, tout part des besoins et de nos clients, avec un enjeu : dimensionner des solutions pour que la productivité des entreprises ne soit pas entravée, ni par des difficultés technologiques ni par de simples coupures réseau »,

décrit-elle. « La haute disponibilité de la connectivité en entreprise est le critère n°1 », sans quoi l'entreprise risque d'être confrontée à des interruptions de service qui entraînent, en bout de chaîne, des manquements d'opportunités et des pertes financières. Pour pallier ces événements de perte de

connectivité, l'opérateur prévoit une solution de secours, une connexion back up 4G, intégrée à ses offres et activée automatiquement en cas de coupure. La connexion back-up 4G prend le relais en utilisant le réseau de téléphonie mobile 4G. « C'est l'assurance de conserver un haut débit 99,99 % du temps. »

Saint-Martin et Saint-Barth **100% du réseau modernisé**

Tous les sites sur Saint-Barthélemy et St Martin ont été modernisés et avons une campagne d'optimisation a démarré courant mars sur les 2 îles. Un site a été rajouté sur Saint-Barth et l'opérateur est en discussion avec les autorités locales pour le rajout de solutions de couvertures en zone blanche, solutions qui devront respecter les règles environnementales demandées par la Collectivité.



ELLES S'ENGAGENT POUR LE TERRITOIRE

Le **Conseil économique social et culturel** a pour vocation d'élaborer des stratégies et d'émettre des recommandations sur les politiques publiques du territoire. En son sein, les femmes, chefs d'entreprises, membres d'organisations syndicales ou d'associations, tiennent une place importante. Elles s'engagent et s'impliquent pour un développement harmonieux et durable de Saint-Martin. *Texte Agathe Mathieu - Photo Raphaël Novella*



Alleyne Bryan

Membre

Organisation Syndicale UGTG

(Union générale des travailleurs de Guadeloupe)

Membre de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) depuis 2017, Alleyne Bryan a intégré le CESC en 2023. Au sein de la Commission environnement, énergie, emploi et formation dont elle est la présidente, elle est particulièrement animée par les enjeux environnementaux. « J'ai été ravie et honorée de prendre part à la récente saisine du Préfet sur l'anticipation des effets du changement climatique à Saint-Martin », illustre-t-elle. Travailler avec des « femmes fortes » vers un objectif commun est un réel « privilège » pour Alleyne Bryan : « elles m'ont beaucoup apporté et me donnent envie de me dépasser chaque jour pour le bien du territoire ».

Evelyne Fleming

2ème vice-présidente

*Administratrice Caisse d'allocations familiales (CAF)
de la Guadeloupe et Saint-Martin*

Depuis les débuts de son parcours au sein de l'Éducation nationale, Evelyne Fleming n'a eu de cesse de défendre les intérêts de la population. Enseignante de formation, elle est actuellement chargée de mission auprès du vice-recteur d'académie des Îles du Nord. Régulièrement reconnue et distinguée pour son implication dans la société saint-martinoise, elle a reçu en début d'année la médaille d'honneur d'engagement ultramarin pour son investissement pour la jeunesse, notamment dans l'accès à la culture et au sport. Evelyne Fleming est également administratrice de la Caisse d'allocations familiales, ce qui lui a valu d'être désignée en 2019 pour entrer au CESC. Aujourd'hui 2ème vice-présidente de l'institution, elle s'engage pour tous les sujets qui concernent le territoire. « J'apprends tous les jours et cela éclaire mon regard sur beaucoup de choses », explique-t-elle. « Au CESC, nous avons besoin de personnes qui sont dans l'action et qui veulent se mobiliser. »



Véronique Legris

secrétaire

Club du tourisme

Impliquée dans le développement touristique de l'île depuis de nombreuses années, Véronique Legris a évolué au sein des différentes instances liées au tourisme avec toujours en tête le bien du territoire. Nommée chargée de mission de l'association des hôteliers de Saint-Martin en octobre 2018, elle est aujourd'hui directrice des opérations du Club du tourisme, créé en 2020 dans le prolongement de l'association. C'est donc assez naturellement qu'elle a accepté de s'engager au CESC à l'été 2023 pour « faire passer l'intérêt collectif en premier lieu en confrontant des idées et des avis différents ». Dans cette position « complètement apolitique », elle espère pouvoir bientôt porter des sujets qui lui tiennent à cœur au sein de la Commission tourisme, pêche, nautisme et agriculture. « Ce sera sûrement une opportunité pour améliorer l'aménagement du territoire et donner une autre image du tourisme. »



Béatrice Wojcik

membre

Association des métiers de la mer (METIMER)

Cela fait plus de 30 ans que Béatrice Wojcik navigue dans les eaux saint-martinoises. Elle est la cofondatrice et gérante de Polypat Caraïbes, le plus ancien chantier naval de la partie française, qu'elle a créé en 1994 avec son mari. En 2021, elle a été élue présidente de Métimer, l'association des professionnels de la mer. En acceptant la présidence de Métimer, elle a également rejoint l'équipe du CESC au sein de la Commission tourisme, pêche, nautisme et agriculture. À travers la voix de Métimer et du CESC, qui selon elle « est en train de prendre une place de plus en plus importante », Béatrice Wojcik porte des dossiers relatifs à son cœur de métier. « C'est important que l'on soit les porte-parole de tout notre secteur au sein du CESC qui est en lien direct avec la Collectivité », estime-t-elle. Parmi ses priorités : la formation des jeunes et l'amélioration de l'accueil des plaisanciers en partie française.

Marie-Jacqueline Lollia

chargée de mission auprès des présidents de commissions

Marie-Jacqueline Lollia est au CESC depuis ses débuts en 2007, au moment du passage de Saint-Martin en Collectivité d'outre-mer. « J'ai à cœur de prendre une part active dans tout ce qui relève de la partie administrative au sein de l'institution. Je participe avec enthousiasme aux travaux des différentes commissions. La présence des femmes au sein du CESC démontre à quel point l'implication de celles-ci est importante dans les avis rendus, ce qui garantit un meilleur équilibre du politique et la vision des femmes au sein du territoire. »



FAIRE ENTENDRE ET PROSPÉRER **LES ÉCONOMIES ULTRAMARINES**

L'enjeu fondamental pour la Fédération des Entreprises des Outre-Mer est d'encourager le développement économique des entreprises. À ce titre, la Fedom initie des séminaires thématiques dans tous les outre-mer. Le dernier en date se déroulait à Saint-Martin. L'occasion d'échanger avec Hervé Mariton, président de la FEDOM.

Texte Ann Bouard - Photo Raphaël Novella





En janvier 2023, dans une précédente interview, vous aviez déclaré : « je veux créer un réflexe outremer ». Un an plus tard, ce réflexe est-il acquis ? Dans le vocabulaire sûrement, puisque l'expression a prospéré et est assez largement utilisée aujourd'hui. On est passé d'une sorte de prière un peu résignée, revendiquant l'exception outremer, à une mobilisation plus active. C'est un succès de vocabulaire et les mots influent sur l'évolution du monde. Ensuite il y a la réalité. Pour qu'il y ait ce réflexe, il ne suffit pas de le demander, il faut le construire et y travailler. C'est mon action au sein de la FEDOM, non pas par des revendications mais par des propositions. Il ne faut pas être plaintifs, il faut être actifs !

Concrètement est-ce que cela influe sur les dossiers ? En 2023, les séminaires sur la transition énergétique ont eu pour résultat des percées lors de la loi de

finances 2024 permettant la défiscalisation du photovoltaïque en autoconsommation et de manière plus révélatrice un changement sur la manière de faire. La ministre de la Transition énergétique a organisé un groupe de travail permanent sur les zones non interconnectées, principalement les outre-mer, dans le plan géothermie, un volet a été prévu et les moyens pour suivre les dossiers seront renforcés. Souvent lorsqu'une loi sort, on se pose la question de ce que l'on va faire des Outre-mer. On renvoie cela à des ordonnances qui échappent à la concertation et à la délibération. Sur la transition énergétique, le réflexe outre-mer de la ministre de l'époque a été de se poser la question dès le début. Mais il n'existe pas encore suffisamment, par exemple, sur le Bail responsable et solidaire où, la discussion avec le ministère du Logement est un peu compliquée. Il faut faire en sorte que les questions soient portées par le ministère des

Outre-mer mais qu'elles immergent l'ensemble des réflexions. Vous me dites un an après, "est-ce que l'on a avancé?". La réponse est oui !

Après plusieurs séminaires, quelles différences notables ou points communs notez-vous dans les Outre-mer ?

Il y a des différences institutionnelles et l'on ne peut pas mettre tout le monde sous la même toise, car c'est inadapté et contraire à la réalité. Chaque territoire a un chemin complètement autonome, mais l'État est incapable de gérer 12 politiques différentes ne serait-ce qu'en termes de moyens humains. Il faut donc assumer les facteurs différenciants, la propriété immobilière rappelée ici à un sens plus fort avec les aléas climatiques depuis Irma, le contexte démographique, la taille du territoire, la proximité de St Barth. Surtout, il faut travailler en lien avec les responsables locaux, tout comme il faut travailler sur les points communs, comme les carences du système assurantiel, les problèmes d'indivision, l'adaptation du processus constructif, etc. La relation du territoire avec les territoires voisins est aussi un facteur dont il faut tenir compte.

Actuellement vous travaillez sur le thème du BTP et du logement ?

On a prévu d'aller dans tous les territoires pour bien appréhender ces sujets, pour repérer les propositions, pour les légitimer à la fois dans notre parole mais aussi dans la parole qui est portée sur place. Si nous sommes les seuls à nous exprimer, ça marche moins bien que si elles sont aussi exprimées sur le terrain. Plus nos propositions résultent d'un travail sur le terrain, mieux c'est. Sur le logement, il faut davantage prendre en compte les carences de logements intermédiaires. Le logement social a sa part mais il n'y a pas que cela. Il faut mettre en avant le rôle des aménageurs, c'est aussi un élément commun.

Les entreprises doivent s'engager dans la transition écologique, réduire leur empreinte carbone mais certains équipements ne peuvent pas être assurés ?

À tort et c'est une carence du dernier séminaire, on n'a pas parlé de cet autre facteur commun qui est l'empreinte carbone et le fait que les Outre-mer ont à y réfléchir. Sur les panneaux photovoltaïques par exemple, légalement ils peuvent être assurés, mais certains assureurs rechignent. Il y a là un sujet, car il y a un nœud qu'il faut identifier et il faut que l'on

y travaille. Il y a un autre sujet commun, qui est celui de la simplification. On va porter un certain nombre de propositions au gouvernement pour cette simplification. Autre facteur, les problèmes d'encombrement routiers. Beaucoup de points restent encore à aborder et à solutionner.

La disparition d'un ministère des Outre-mer de plein exercice impacte-t-elle les décisions pour les outre-mer ?

Les rôles sont bien répartis et la ministre déléguée assume ses responsabilités. C'est une femme de qualité, elle a envie de se lancer dans le fond des sujets. J'ai été brièvement ministre des Outre-mer, je pense que c'est mieux que les outre-mer aient un ministère plein. Pas tant par rapport au ministère de l'Intérieur que par rapport aux autres ministères et au fonctionnement de l'interministérialité. Cela n'est pas un manque de considération mais cela peut compliquer certaines relations administratives. Or, beaucoup de sujets d'outre-mer sont en relation avec d'autres ministères et donc cela peut jouer.

Les outre-mer attendent beaucoup du CIOM, qui cependant tarde à se réunir ?

Clairement la longueur du remaniement et le délai de mise en place des cabinets ministériels ont ralenti la machine et il va falloir qu'il y ait au moins un point d'étape sur la mise en œuvre des mesures annoncées en juillet 2023, avec le ministre Carenco. Il y a des avancées positives,

d'autres peuvent poser question, il faut faire un point là-dessus. En décembre avec le ministre Vigier, un point a été fait sur cette mise en œuvre. Donc le plus tôt il y aura un nouveau point cette fois avec Madame Guévenoux mieux ce sera. Et on y travaille déjà.

Où en sont les mesures pour la modération des prix de l'énergie ?

Le parlement a voté dans le budget 2023, sur une idée de la Fedom, une aide pour les producteurs qui utilisent du fioul dans leurs sites de production. Cette aide a été votée mais n'a malheureusement pas été appliquée. Ce n'est pas un bon point. Depuis un an, le marché de l'énergie s'est calmé, mais il faut être attentif sur l'avenir. Il y a des choses qui ont avancées récemment sur l'éligibilité des petits acteurs économiques au tarif réglementé. Il y a un débat en cours. Nous sommes attentifs à cela, et plus largement à la mise en œuvre de la transition énergétique sur l'ensemble du territoire.

IL NE FAUT
PAS ÊTRE
PLAINTIFS,
IL FAUT ÊTRE
ACTIFS !

Docteurs en sciences

“Sur quoi travaillez-vous ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs des Antilles-Guyane. Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Gaëlle Gruel

Traquer les bactéries résistantes aux antibiotiques

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Étude “One Health” des réservoirs animaux et environnementaux d'entérobactéries résistantes aux C3G en Guadeloupe.



Où et quand l'avez-vous soutenue ?

En janvier 2022 à l'Institut Pasteur de Guadeloupe.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Il s'agit de comparer les bactéries que l'on retrouve chez les animaux d'élevage, chez les animaux domestiques, dans les sols et les eaux usées, avec celles des patients hospitalisés au CHU de Guadeloupe.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Cette étude est née suite au constat que le taux de prévalence de cas d'infections nosocomiales* à entérobactéries au CHU de Guadeloupe était six fois supérieur à la moyenne des hôpitaux de l'Hexagone. Mon travail de thèse a abouti à quatre publications dans des journaux scientifiques internationaux de haut rang et a permis d'écartier l'hypothèse d'une contamination des patients en lien avec l'environnement ou les animaux de Guadeloupe. Ces infections en milieu hospitalier sont en réalité liées à l'action humaine et notamment au mésusage des antibiotiques... Au lieu de mourir, des bactéries exposées à des antibiotiques inadaptés vont devenir “résistantes”, et deviendront ensuite la cause d'infections nosocomiales par exemple.

Ces résultats ont souligné la nécessité de mettre en place des stratégies de contrôle axées sur les centres de soins de santé en Guadeloupe, et d'utiliser pour cela la surveillance génomique, afin de traquer la propagation des agents pathogènes hautement résistants aux antibiotiques. La conclusion de mon travail de thèse a donc été de proposer une série d'actions de prévention et de surveillance à mener au niveau hospitalier et environnemental.

Que faites-vous aujourd'hui ?

Suite à ma soutenance de thèse, j'ai été recrutée par l'université des Antilles (UA) où j'effectue mon postdoctorat. Je suis impliquée dans les projets de recherche de deux laboratoires (COVACHIM-M2E et EcoFoG) qui travaillent sur les problématiques de la chlordécone (pesticide toxique présent dans le sol des Antilles). Mon objectif est de devenir prochainement maîtresse de conférences à l'Université.

*Infection contractée au cours d'un séjour dans un établissement de soins.

NAVETTE SPATIALE EN KIT

C'est un navire pas comme les autres qui est entré au port de Kourou, en Guyane. Baptisé "Canopée", il est le tout premier navire industriel hybride, à la fois vélique et thermique. Et son voyage du Havre à Kourou fait partie d'un nouveau chapitre de l'aventure spatiale européenne. Le navire transportait les deux premiers étages du vol inaugural Ariane 6, l'étage principal qui est intégré sur le site d'ArianeGroup dans la région parisienne et l'étage supérieur qui est intégré sur le site de Brême en Allemagne. Les milliers de personnes travaillant dans 22 pays européens ont désormais les yeux rivés sur la Guyane, où la campagne de lancement va débiter avec un décollage d'Ariane 6 annoncé entre le 15 juin et le 31 juillet 2024.





WINAIR LANCE UNE LIAISON DIRECTE ENTRE SINT-MAARTEN ET LA MARTINIQUE

Depuis le 1er avril, la compagnie Winair assure une connexion directe entre l'aéroport Princess Juliana et l'aéroport Aimé Césaire, les mercredis et dimanches à 16h30 au départ de Juliana (arrivée Fort-de-France 17h45), et les jeudis et lundis à 8h45 au départ de Fort-de-France (arrivée Juliana 10h). Les rotations seront assurées par un ATR 42-500 d'une capacité de 50 passagers. WinAir desservira également la Dominique au départ de Fort-de-France.



Elevate : 1^{er} concours d'éloquence

L'association des Femme Chefs d'Entreprise (FCE) de Saint-Martin a organisé son premier concours d'éloquence avec pour objectif la mise en avant de l'oralité, qui tient une place prépondérante sur le territoire. En cinq minutes chrono devant un jury, les participants devaient faire le pitch. Cette première édition a été remportée dans la catégorie « confirmée » par Kamila Hyman, pour son intervention en anglais, sur les performances athlétiques et l'intégrité, et dans la catégorie « inspirante » par Dominique Dupré qui a présenté, en français, son projet de garage solidaire. Mention spéciale pour le prix « jeune pousse » attribué à Robaïerohn Sahaï qui du haut de ses 9 ans a excellé dans l'exercice avec un texte dédié à sa maman.

FÊTE DE LA MER : NOUVELLE ÉDITION À GRAND-CASE

Rendez-vous très attendu localement, la Fête de la Mer reviendra cette année à Grand-Case les 15 et 16 juin. La formule qui fait le succès de l'événement demeure inchangée : offrir au plus grand nombre la possibilité de tester toutes les activités nautiques gratuitement ou à des prix extrêmement réduits.



1^{er} fonds tourisme durable accordé à Saint-Martin

La Guest House « Sun Seeker Sxm », aux Jardins de la Baie Orientale, est la première structure à bénéficier du fonds tourisme durable à Saint-Martin, accordé aux entreprises privilégiant des équipements plus respectueux de l'environnement. Sur la demande initiale de 40 000 €, l'agence de la transition écologique (ADEME) financera à hauteur de 28 000 € des panneaux et des éclairages solaires, et des volets roulants anticycloniques permettant de garder la fraîcheur à l'intérieur de la maison.

ABATTOIR : RÉOUVERTURE EN 2025

APRÈS LE RETRAIT DU DERNIER AGRÉMENT SANITAIRE, LA COLLECTIVITÉ A DÉCIDÉ DE FERMER L'ABATTOIR POUR 14 MOIS AFIN D'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX DE GRANDE ENVERGURE. LE CONSEIL EXÉCUTIF A VOTÉ UNE AIDE EXCEPTIONNELLE POUR LES AGRICULTEURS AFIN DE COMPENSER LES PERTES DIRECTEMENT LIÉS À CETTE FERMETURE.

Championnat de France de Karaté Shindokai : Rachelshie Hodge, médaillée d'or !



Rachelshie Hodge a remporté le championnat de France de Karaté Shindokai, qui se tenait à Nice début mars, dans la catégorie minime. Normalement benjamine, elle a été surclassée pour combattre dans la catégorie supérieure, et a décroché la médaille d'or. Une belle réussite pour son club, le Caribbean Karate Oyama qui

obtient avec Jamal Thenard, une médaille d'argent chez les cadets et une de bronze pour l'entraîneur Thierry Saint-Auret.



Le patron du football français en tournée dans la Caraïbe

Après la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe, Philippe Diallo a fait une escale d'une journée à Saint-Martin, un événement dans le monde du ballon rond local ! Il a notamment rencontré les dirigeants de la Ligue de football, échangé avec les représentants des clubs locaux et fait le point sur les infrastructures. En jeu, les aides que pourraient apporter la Fédération française de football qui consacre un budget annuel de 104 M d'€ au football amateur ! S'il a déclaré que le football ultramarin ne sera pas oublié, il a rappelé que la FFF était un partenaire, pas un financeur.

DISTINCTION ARCHITECTURALE

Distinguer et promouvoir les architectes de moins de 35 ans, c'est l'objectif du prix des albums des jeunes architectes et paysagistes.

Pour la première fois, des architectes basés en Martinique sont lauréats. Il s'agit de l'association Abité, à l'origine de la modernisation de la rue Garnier Pages et du projet Van dan Vil qui rénove les cours intérieures et les toits terrasses.





LE TOURISME À L'ÉCHELLE DE LA CARAÏBE

ORGANISÉE PAR LES OFFICES DE TOURISME DE SAINT-MARTIN ET DE SINT MAARTEN, LE ST. MAARTEN HOSPITALITY & TRADE ASSOCIATION ET LE CLUB DU TOURISME DE SAINT-MARTIN, LA 16^E ÉDITION DU SALON SMART S'EST TENU DU 9 AU 11 AVRIL AU SONESTA MAHO BEACH RESORT. IL RASSEMBLERA LES ACTEURS DU TOURISME DES ÎLES DU NORD-EST DES CARAÏBES.



TOP MODEL CARAÏBES : 25 SAINT-MARTINOIS EN LICE

Vingt-cinq candidats ont été sélectionnés dans les catégories mannequin, sportif et photo lors de du casting Top Model Caraïbes à Saint-Martin. Fin février, ils ont suivi une formation de deux jours comprenant des cours de catwalk, de shooting photo ou encore d'élocution dans l'enceinte de l'Hôtel Hommage avant de défiler devant un jury composé de coaches professionnels. Les candidats participeront à la finale caribéenne en mai avec l'espoir de représenter ensuite les Caraïbes à la grande finale Top Model Europe qui se déroulera à Paris ou à Bruxelles en octobre. L'année dernière, six Saint-Martinois étaient arrivés jusqu'à la finale caribéenne et une seule jusqu'à la finale européenne.

Commission de surendettement : un dispositif méconnu

En 2023, seulement 17 dossiers ont été déposés par des ménages saint-martinois auprès de la commission de surendettement de la Guadeloupe, selon les chiffres de l'IDÉOM (Institut d'émission des départements d'outre-mer). Un chiffre en hausse par rapport à 2022 mais bien en dessous de ceux des autres territoires d'Outre-Mer et de métropole où l'on compte en moyenne 200 dossiers pour 100 000 habitants. La commission de surendettement est un dispositif destiné à aider les personnes en situation de précarité. Elle se réunit une fois par mois pour traiter les dossiers de Saint-Martin et Saint-Barthélemy et réfléchit à des solutions pour épurer voire souvent effacer les dettes des ménages (dettes à la consommation et charges courantes en ce qui concerne les surendettés saint-martinois, qui sont le plus souvent des femmes seules avec enfants). Les dossiers peuvent être déposés via le site internet de l'IEDOM, par voie postale ou au Bureau d'accueil et d'information (BAI) qui accueille le public tous les premiers vendredis de chaque mois, de 9h30 à 12h30 et de 14h à 15h, dans les locaux annexes de la Collectivité.

LES PREMIERS VOYAGES ERASMUS+ AU LYCÉE



Le Lycée Robert Weinum fait partie depuis peu du programme Erasmus + grâce à la demande faite par deux de ses professeurs. Jusqu'en 2027, tous les projets de mobilité pourront ainsi être financés via ce dispositif : des formations d'une durée de 1 mois à un an en classe de première ou de terminale mais aussi des formations pour les enseignants et le personnel de l'établissement. La subvention est attribuée à l'élève, à la classe ou à la personne en fonction du niveau de vie du pays d'Europe choisi. Les premiers élèves à avoir inauguré le dispositif sont partis à Valence en Espagne au mois de février pour un voyage linguistique de 9 jours avec deux de leurs professeurs.



Affiches - Flyers - Menus - Papeterie - Cartes commerciales
Faire-part - Dossiers - Plaquettes - Tickets - Dépliants - Chemises
Brochures - Magazines - Carnets - Liasses



• Cartes de visite

• Flyers
• Posters
• Menus

• Brochures
• Magazines

• Réactivité
• Compétences
• Suivi

• Tickets

CONTACTEZ-NOUS pour vos devis et/ou maquettes

« DU STADE VERS L'EMPLOI » : UNE AUTRE VISION DU RECRUTEMENT

France Travail, en partenariat avec la Fédération UFOLEP et la Collectivité de Saint-Martin a organisé la première édition du « Stade vers l'emploi » sur le territoire. Une rencontre innovante entre employeurs et demandeurs d'emploi, qui casse les codes. Texte Ann Bouard - Photo Raphaël Novella, Christophe Combes, France Travail

Le but de cette opération était de proposer aux entreprises de recruter autrement, en s'appuyant sur les compétences et les « savoir-être » liés à la pratique sportive, qui n'apparaissent pas dans un curriculum vitae. Durant une matinée, 7 employeurs et 46 candidats, sous couvert d'anonymat, ont participé à des ateliers sportifs en équipes. Une manière de ramener du lien dans les processus de recrutement, qui permet également aux employeurs, au-delà des compétences purement techniques, d'observer en situation les compétences et aptitudes des candidats : implication, esprit d'équipe, prise d'initiative, dépassement de soi, entraide... L'après-midi, les employeurs étaient invités à faire tomber le masque, et à présenter leur entreprise et leurs besoins pour ensuite recevoir les candidats lors d'un job-dating classique.

Pour cette première édition à Saint-Martin, la priorité était donnée aux personnes les plus éloignées de l'emploi (immigrants primo-arrivants, résidents des quartiers prioritaires de la Ville, personnes en situation de handicap).

Fabrice Marie-Rose, directeur

régional de France Travail Guadeloupe & Îles du Nord, compte sur la concrétisation d'un maximum d'embauches à l'issue de l'évènement. Pour tous les participants, un suivi personnalisé sera assuré pour poursuivre leur accompagnement jusqu'à la prise de poste.

SUCCÈS À RÉITÉRER

Le concept a été très apprécié par les participants et devrait se pérenniser avec, à terme, deux éditions par an. À l'occasion des deux ans du CEJ (Contrat d'engagement jeunes), un autre rendez-vous est déjà programmé, le 16 avril, cette fois sur la thématique du théâtre. « Théâtre vers l'emploi » s'adressera aux jeunes qui devront se prêter au jeu de l'impro sur un thème lié à leur recherche d'activité avant de participer au job-dating.

UN QUART DE LA POPULATION CONFRONTÉE AU CHÔMAGE

L'agence France Travail de Saint-Martin comptabilise environ 4900 demandeurs d'emploi. Une situation qui touche essentiellement les femmes, souvent contraintes par

leurs obligations familiales, et les jeunes, qui rencontrent souvent un manque de confiance en eux.

TESTÉ ET APPROUVÉ !

Lancé en 2019 dans l'Hexagone, les opérations « Du stade vers l'emploi » s'inscrivent dans les actions « Impact 2024 » ayant pour objectif de renforcer le rôle social du sport sur le territoire. En Guadeloupe chaque édition a rencontré un franc succès, et les résultats sont au rendez-vous avec un taux de recrutement de 60 % sur l'ensemble des opérations.

LES ENTREPRISES SATISFAITES

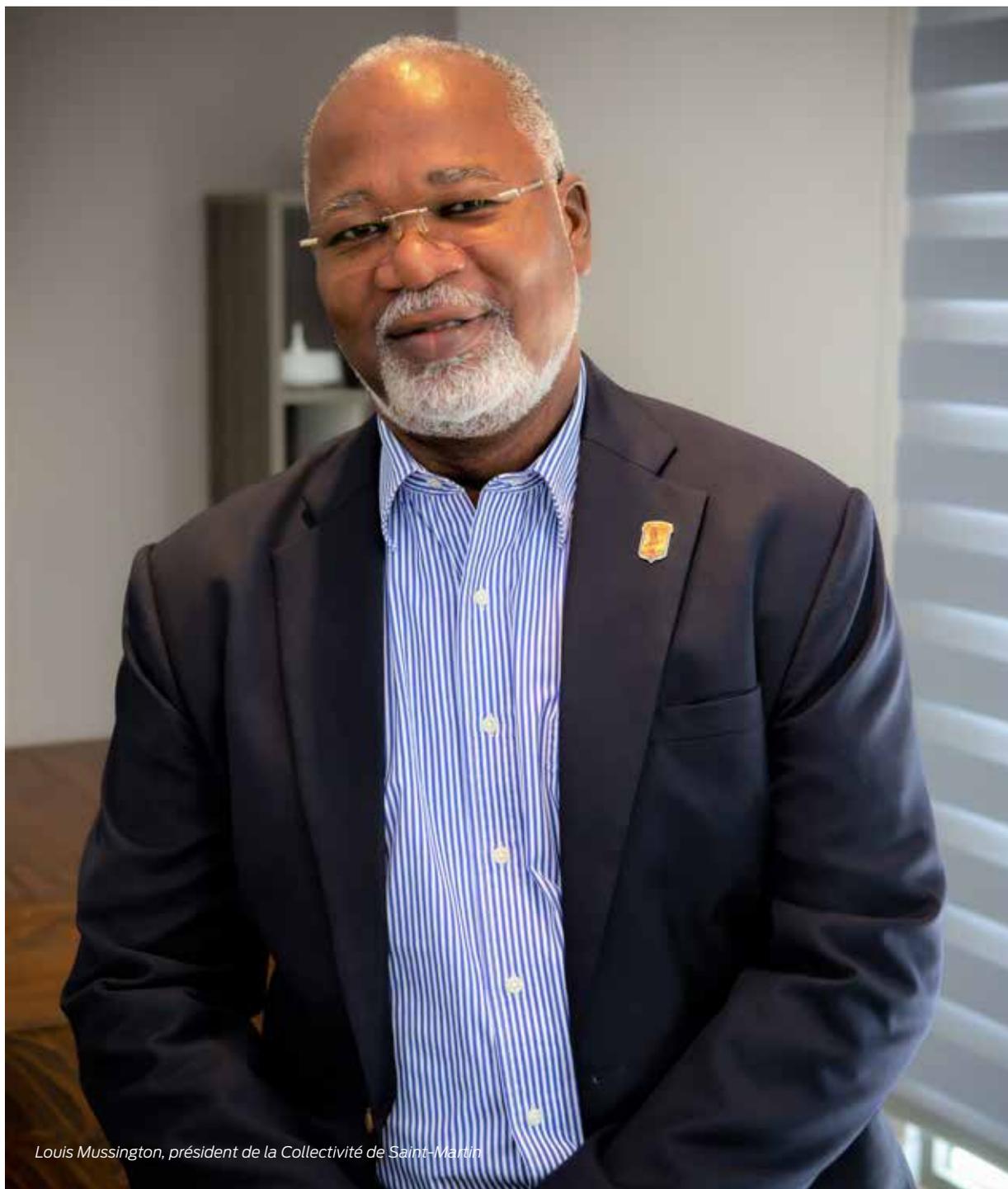
Sept entreprises en recherche de personnel ont participé à cette première édition : la Mission locale, Aced, les Compagnons bâtisseurs, la Ligue de football de Saint-Martin, les restaurants Happy Buddha et Mood Sxm et IO TV. Les postes proposés étaient liés à plusieurs domaines d'activités : peintre, maçon, charpentier, carreleur, assistante de direction, assistant administratif, chargé(e) de communication, cuisinier, serveur, éducateur sportif, journaliste.

L'avis du préfet

Le préfet Vincent Berton avait répondu présent à l'invitation de France Travail, se félicitant de l'initiative, particulièrement adaptée selon lui à Saint-Martin.

« Le principe de faire se rencontrer de manière anonyme et sans a priori, entreprises et demandeurs d'emploi, permet de mettre en avant les valeurs humaines et intrinsèques de chaque personne, qui souvent ont du talent mais un parcours scolaire parfois chaotique. Les valeurs développées dans le sport sont un bon moyen de découvrir le caractère des postulants... des valeurs actuelles à l'aube des Jeux olympiques. »





Louis Mussington, président de la Collectivité de Saint-Martin

Coopération régionale Antilles-Guyane

ST-MARTIN S'ANCRE **DANS SON BASSIN GÉOGRAPHIQUE**

Pour la première fois, la Conférence annuelle de coopération régionale Antilles-Guyane se tiendra à Saint-Martin, du 23 au 25 avril 2024. Que se joue-t-il lors de ces rencontres, quels sont les enjeux pour notre territoire ? 3 questions à Louis Mussington, Président de la **Collectivité de Saint-Martin**.

Texte Ann Bouard

En quoi consiste cette conférence de coopération régionale ?

C'est une instance de concertation créée par la loi d'Orientation pour l'Outre-mer du 13 décembre 2000. Elle a été instituée par l'article L.443-4-7 du Code général des Collectivités territoriales. Elle réunit tout à la fois les exécutifs et les acteurs de la coopération dans les collectivités françaises d'outre-mer, et certains diplomates. L'objectif est d'échanger des informations sur les politiques et programmes de coopération conduits par l'État et par les Collectivités territoriales. Elle concerne les territoires de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Quel est l'intérêt pour Saint-Martin d'organiser la 17^e CCRA ?

Bien qu'étant un très petit territoire géographiquement éloigné de l'Europe, en plus de ses façades maritimes ouvertes sur la mer de la Caraïbe et l'océan Atlantique, Saint-Martin est le territoire français le plus proche de l'Amérique du Nord et un hub permettant de rejoindre rapidement l'Amérique du Sud. C'est ce qui est à l'origine de nos valeurs et de cette qualité de vie que beaucoup nous envient. C'est en fait ce qui explique l'audace de ce petit territoire à construire sa place dans le monde.

Dans le contexte global actuel, l'économie est mondialisée. Parce que nous bénéficions d'une triple appartenance européenne, française et caribéenne, celle-ci représente un atout indéniable en matière de développement. Approchée sous cet angle, la CCRA devient une opportunité permettant de positionner Saint-Martin et de nous ouvrir sur nos voisins de la région Caraïbe. Notre développement économique

passera par ce destin qui nous est commun dans plusieurs domaines : la culture, l'éducation et la formation, la santé, l'autonomie énergétique, la valorisation de notre patrimoine naturel et de notre biodiversité.

Quels sont les sujets qui seront abordés ?

Les sujets de coopération régionale ne manquent pas et la mise en œuvre, effective, des projets auxquels je faisais allusion doit s'appuyer sur une coopération internationale décentralisée, agile et pragmatique. La France bénéficie de Collectivités d'outre-mer qui lui permettent de rayonner dans toutes les régions du monde. Dans le cas du bassin Caraïbe, ces territoires démultiplient l'influence de la France dans la zone et permettent à la coopération régionale de rompre avec une logique contre-productive. Cette conférence est une occasion concrète pour tous les représentants des différents territoires présents, de travailler ensemble à l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de nos populations.

Saint-Martin est membre associé de l'association des États de la Caraïbe et prévoit d'adhérer à l'organisation des États de la Caraïbe orientale qui regroupe dans une même instance, nos plus proches voisins. Les sujets de coopération ne manquent pas. C'est d'ailleurs dans cette logique, qu'il est prévu un atelier organisé par la Chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin et Business France pour permettre des rencontres face à face ambassadeurs/entrepreneurs.

Je formule le souhait que cette 17^e conférence de coopération régionale soit riche d'échanges fructueux et pose les jalons d'un renforcement de notre coopération dans un esprit valorisant le principe de subsidiarité et de complémentarité de nos territoires.

“ Saint-Martin prévoit d'adhérer à l'organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS) ”

Économie Sociale et Solidaire

UNE NOUVELLE VOIE POUR SAINT-MARTIN

La **Collectivité de Saint-Martin** a fait le choix de se tourner vers le réseau ESS France pour développer l'économie sociale et solidaire. Avec pour objectif : associer toutes les forces vives du territoire au service du progrès économique et social et de la réussite de tous les Saint-Martinois.

Texte Ann Bouard

La convention signée entre ESS France et la Collectivité de Saint-Martin en septembre 2023 a donné le coup d'envoi de la Chambre territoriale de l'économie sociale et solidaire de Saint-Martin (CTESS), une association reconnue d'utilité

publique. Ce mode d'entreprendre et une certaine manière de créer de la richesse, ont été présentés mi-mars par Ben Amar Zeghadi, délégué national EES France en charge des outre-mer lors d'un premier séminaire sous l'égide du

1er vice-président de la Collectivité, Alain Richardson.

UNE FEUILLE DE ROUTE SUR 3 ANS

Après la création de la CTESS, l'objectif est désormais de regrouper les entreprises dans le cadre d'une structure coopérative fondée sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. La Collectivité de Saint-Martin a cependant besoin d'être accompagnée sur la partie ingénierie. Pour ce faire, ESS France va incuber la CTESS durant trois ans. Au sein de l'entité nationale, une commission CTESS, dotée d'outils et de financements, fera vivre la structure. Le temps d'accompagner le lancement de ce nouvel organe, pour créer l'équilibre entre la gouvernance et l'opérationnel.

Au cours du dernier trimestre 2024, seront tracées les grandes lignes de la stratégie avec les acteurs locaux. Enfin, ce sera la phase de recrutement d'ingénieurs aguerris pour assurer son fonctionnement et développer l'ensemble des outils prévus. Le budget annuel de 1,5 million d'euros sera financé par la Collectivité de Saint-Martin, l'État et l'Europe (fonds FSE).



Ben Amar Zeghadi, délégué national EES France en charge des outre-mers

Une stratégie de territoire

« À travers ce projet, nous allons bien au-delà d'une simple vision de l'économie insulaire. Nous portons une vision globale de la société saint-martinoise, en tenant compte de toutes ses composantes, en préservant l'humain, la proximité, avant même la notion de profit. Cela grâce au principe de réinvestissement des bénéfices et d'une gouvernance partenariale. »

Alain Richardson, 1er vice-président de la Collectivité de Saint-Martin, en charge de l'Économie et des Ressources (finances et fiscalité).



UNE SYNERGIE GLOBALE

L'économie sociale et solidaire s'applique à tous les domaines d'activité et implique à la fois des coopératives, des mutuelles, des fondations, des associations ou des sociétés commerciales du secteur social. Les membres s'associent, coopèrent et mutualisent leurs moyens pour mettre l'utilité sociale et la démocratie au service de l'économie. À l'échelon national, l'ESS concentre 66 442 organisations et entreprises, 222 869 établissements employeurs, 2 327 175 salariés, soit 10,3 % de l'emploi en France et 13,8 % de l'emploi privé

(16 % dans les outre-mer) !

À Saint-Martin, seulement une centaine d'associations (sur les 1 774 en activité), quelques banques, compagnies d'assurance et mutuelles, s'inscrivent pour le moment dans cette démarche solidaire. Notons que d'autres territoires qui ont choisi de s'engager plus tôt dans ce modèle économique en récoltent, eux, déjà les fruits. Pour exemple Mayotte, où la CRESS est effective depuis 2016, c'est une centaine d'entreprises qui ont pu être accompagnées, 42 emplois créés et 67 autres pérennisés, et 86 personnes insérées

via les clauses sociales en 2022. La CRESS de Mayotte fonctionne avec 24 salariés et dispose d'un budget de 2,8 millions d'euros. Le modèle est donc déjà bien rôdé ailleurs et mérite d'être partagé. Ben Amar Zeghadi envisage des visioconférences mensuelles entre territoires pour échanger et partager les retours d'expériences. Pour le délégué national EES France, l'objectif à terme est de construire un nouveau modèle économique, basé sur l'intelligence territoriale et l'entrepreneuriat collectif.

5 choses à savoir **SUR LA NOUVELLE GARE MARITIME**

Après trois années de travaux, la gare maritime de Marigot a été officiellement inaugurée le 23 mars en présence de Patrice Vergriete, ministre délégué auprès du Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé des Transports. Texte et photo Ann Bouard



200 000 passagers par an espérés

Marigot est un point névralgique pour le transport maritime avec Anguilla et désormais Saint-Barthélemy. Depuis le passage d'Irma et la disparition de la marina d'Oyster Pond, c'est en effet le passage obligé pour les personnes venant ou se rendant à Saint-Barth. Ce changement répartit équitablement le trafic des passagers à 50/50 sur ces destinations, ce qui constitue une première. En 2022 ce sont 104 600 passagers qui ont transité par les « conteneurs » faisant office de gare. Avec cette nouvelle structure, et de nouveaux services, la gare devrait pouvoir accueillir quelque 200 000 passagers dont les passagers des bateaux de plaisance ou de croisière.

1 498 261 €

financés par l'Union Européenne

La gare maritime a pu être reconstruite, et améliorée, grâce au soutien financier de l'Union Européenne. Les fonds FEDER REACT-EU ont subventionné les travaux pour un montant de 1 498 261 €, soit 80% du coût total.

Une architecture réfléchie

La nouvelle structure a été pensée pour mieux résister aux éventuels aléas climatiques. Les fondations ont été surélevées, les ouvertures dotées d'un double vitrage, et la partie autrefois ouverte a été fermée pour plus de sécurité mais également pour allonger la surface intérieure et accueillir plus de passagers. L'architecture même a été réfléchie pour s'intégrer dans le paysage en harmonie avec le kiosque de l'Office de Tourisme tout proche. L'extérieur a été arboré et le soir des luminaires à faible consommation subliment le bâtiment.

Ouverte depuis le 3 avril

L'inauguration protocolaire ayant été faite et la plaque commémorative apposée, les passagers ont pu prendre possession de la gare maritime dès le 3 avril dernier.

De nouveaux services

Les plaisanciers peuvent désormais s'acquitter de leur clearance directement à la gare maritime et ce, sept jours sur sept, de 8h à 18h ; une accessibilité décuplée par rapport à ce que proposait le port de Galisbay. Sur les 330m² au look résolument moderne, sont installés des espaces spacieux et clairs pour l'attente des passagers, plusieurs accès au quai, des sanitaires, et tous les services requis pour un trafic de passagers tels que le guichet de la Police aux Frontières, un comptoir d'accueil et billetterie. Un agent de l'Office de Tourisme sera à même de renseigner les visiteurs de passage et de les orienter vers le kiosque. Les loueurs de véhicules sont également installés dans la gare avec à leur disposition sept boxes pour accueillir leurs clients.

— ENTREPRISES

Carrière d'Ultramarin

**« LORSQUE JE RENTRE,
C'EST COMME SI
JE N'ÉTAIS JAMAIS
PARTIE »**

Chaque mois, la rédaction se penche sur des métiers exercés avec passion, des carrières d'ultramarins susceptibles d'inspirer et d'encourager les nouvelles générations. Rencontre avec Stéphanie Perugien : enfant, elle se rêvait pilote de ligne, aujourd'hui elle supervise les projets industriels de Total Energies en Afrique.

Texte Alix Delmas - Photo Agnès Colombo

Des bancs de l'école élémentaire « Les Flamboyants » de Ducos en Martinique à la gestion de grands projets industriels à l'international, se dessine le parcours ascensionnel d'une femme résolument combative et ambitieuse. Une vie professionnelle jalonnée de défis techniques et humains de haute intensité, que Stéphanie Perugien relève avec sérénité, forte de la solidité de l'expérience acquise sur le terrain, d'une formation initiale d'excellence et d'une grande force de caractère. « Un héritage familial », dit-elle avec fierté, « je la tire de ma grand-mère, de ma mère, de ma petite sœur, de mes tantes et de toutes les femmes qui m'ont entourée depuis mon plus jeune âge ».

DE L'AUSTRALIE À LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

Née en 1991 à Fort-de-France en Martinique, Stéphanie Perugien arrive dans l'hexagone pour ses années collège. Après son baccalauréat, la jeune martiniquaise intègre les classes préparatoires aux grandes écoles pendant deux ans en spécialité mathématiques-physique et sciences de l'ingénieur. Diplômée de l'école des Mines de Douai, sa discipline principale est le génie civil, elle y étudiera également la chimie, les métiers du pétrole et le management d'entreprise. Elle réalise son premier stage en Martinique à la SARA (Société anonyme de la raffinerie des Antilles-Guyane)

où elle exercera le poste de chef de projet junior.

Elle achève ses études avec un contrat en Australie comme Asset Manager Junior pour Suez Australia & New Zealand (filiale du Groupe français Suez). En plein cœur de la transition énergétique, elle contribue à la pérennité des installations de dessalement d'eau de mer « Victorian Desalination Plant » à Melbourne, des installations de traitement de l'eau potable « Prospect Water Filtration Plant » et de gestion des déchets non dangereux à Sydney.

« Il ne faut pas avoir honte de son ambition »

Forte de cette première expérience à l'international, elle revient à ses premières amours, les métiers du pétrole, avec un VIE (Volontariat international en entreprise) de deux ans à la République du Congo pour le Groupe TotalEnergies.

Ainsi de 2017 à 2019, Stéphanie Perugien est Project Manager et responsable de tous les projets industriels logistiques de la zone nord du pays. Son rôle ? Assurer le suivi technique et la réalisation des projets industriels liés aux dépôts de pétrole. Du lancement de l'appel

d'offre à la réception des travaux, des projets de mise en conformité, de maintien, d'optimisation ou de modernisation, elle veille à la coordination de chaque étape. Depuis 2 ans, devenue ingénieure d'affaires, elle pilote les projets industriels de toutes les filiales du groupe situées sur son périmètre, « de l'Afrique australe à l'Afrique centrale et de l'ouest en passant par la zone indopacifique ».

ÊTRE À SA PLACE

Femme, ingénieure et jeune maman, Stéphanie Perugien le souligne sans ambage, « il ne faut pas avoir honte de son ambition ». Et à tout juste 32 ans, la jeune martiniquaise a su précisément affirmer son ambition, se confronter au réel, faire des choix et trouver sa place dans le monde. Et si la suite n'est pas encore écrite, de nouveaux horizons géographiques se dessinent pour celle qui a pris goût à l'expatriation et l'ouverture au monde que lui offre son métier. Une dimension multiculturelle riche pour la jeune femme qui aime voyager avec sa jeune fille, « elle baigne déjà dans un univers multilingue avec le créole, le français, l'italien, le lingala et l'anglais », nous dit-elle en souriant. Quid de la Martinique quand nos vies personnelles et professionnelles se déroulent à des milliers de km ? « Lorsque je rentre, c'est comme si je n'étais jamais partie. »



Transformation digitale

EXPERT EN CONNECTIVITÉ

Opérateur régional, **Dauphin Telecom Business** offre aux entreprises des solutions internet sur la fibre optique, communication unifiée, hébergement cloud, et interconnexion. Le tout avec un accompagnement personnalisé.

Texte Lise Gruget - Photo Raphaël Novella

« Là où il y a la Fibre, il y a Dauphin », aime à dire Léa Durand, cheffe de projet digital chez Dauphin Telecom. L'opérateur indépendant antillou-guyanais de télécommunication, Dauphin Telecom Business est un acteur de la transformation digitale des entreprises et administrations. Il offre des solutions en fibre, communication unifiée, hébergement cloud, et interconnexion.

Garantir un très haut débit et une sécurité optimale compte parmi les priorités de l'entreprise née à Saint-Martin, qui fête aujourd'hui ses vingt-cinq ans. À l'ère de l'explosion des usages connectés tels que la téléphonie IP, la vidéo à la demande, la visioconférence, le cloud, le stockage, les interconnexions et les sauvegardes, l'accès Internet devient

en effet un pilier du développement des entreprises.

LEADER AUX ANTILLES- GUYANE DES SOLUTIONS 3CX

Combiner une solution performante à un équipement fiable pour simplifier les échanges entre équipes et clients ? C'est l'objectif de solutions de téléphonie en IP 3CX qui unifie les moyens de communication. « Nos équipes d'ingénieurs ont obtenu le plus haut niveau de certification et nous sommes actuellement leader et le plus important distributeur des solutions 3CX aux Antilles-Guyane », avance Léa Durand.

En outre, Dauphin Telecom Business offre aux entreprises des solutions cloud computing afin d'héberger

leurs données numériques à distance et en toute sécurité. Enfin, lorsque l'activité de l'entreprise est répartie sur plusieurs sites, ou lorsque ses collaborateurs sont continuellement en déplacement ou en télétravail, Dauphin Telecom propose d'interconnecter les sites avec des solutions VPN. Les données ne transitent pas par le réseau public internet et restent sur un réseau privé parfaitement étanche et sécurisé.

Aussi performants soient-ils, ces outils n'atteignent leur plein potentiel que grâce à un service client aux petits soins. Dauphin Telecom, c'est aussi une équipe sur place, au plus proche de ses clients, pour leur proposer des solutions sur mesure et un accompagnement personnalisé.

Bio Express

Responsable Business sur Saint-Martin et Saint-Barthélemy depuis bientôt deux ans, Romain Plagneux n'a qu'un credo : proximité et réactivité. Son attachement au service client, il l'a développé notamment pendant ses études de commerce à Lyon, mais aussi durant quinze années en tant que commercial et responsable des ventes dans le secteur de l'automobile de luxe.

Automobile

À LA POINTE DE LA NOUVEAUTÉ

Stéphane Assimon, directeur de la concession KIA sur Saint-Martin, revient pour nous sur l'évolution de la marque qui a su faire sa place sur le marché de l'automobile depuis ses débuts en 1996. Texte Jade Clément - Photo Raphaël Novella



Stéphane Assimon, directeur de la concession KIA à Saint-Martin

Les années passent, et voilà déjà 28 ans que KIA perdure et performe sur l'île. Elle a su relever le défi des débuts pour se faire connaître du public et gagner en confiance. « Kia est rapidement monté en gamme et en performance », souligne Stéphane Assimon. « J'ai toujours connu une reconnaissance des clients sur la qualité des produits, notamment sur la motorisation ». La marque évolue constamment, comme dernièrement avec la présentation de son nouveau logo, très design. Les infrastructures se modernisent également, comme en témoigne le site du service après-vente et pièces de rechange de Galisbay.

POLITIQUE DE MARQUE

Grâce à ces efforts, la marque conserve aujourd'hui sa 2ème place sur le marché, et la politique de KIA Saint-Martin reste celle d'offrir le meilleur service possible à ses clients. Ce qui passe notamment par un positionnement ambitieux en termes de technologie automobile, en intégrant des fonctionnalités innovantes telles que des systèmes d'infodivertissement avancés et des options de connectivité pour améliorer l'expérience de conduite et le confort des clients. La sécurité est également une priorité de la marque.

NOUVEAUTÉS 2024

Les véhicules KIA ne cessent d'évoluer en parallèle de la marque. Au showroom de Bellevue, on découvre déjà les nouveautés 2024. La KIA Picanto, best-seller des ventes, présente un tout nouveau look beaucoup plus moderne et dynamique. Les deux autres produits phares de la marque sont les Sonet

et Seltos. « Nous venons de recevoir la KIA Seltos, revisitée autant à l'intérieur qu'à l'extérieur, avec, par exemple, ses feux de jour au style beaucoup plus moderne. » La KIA Sonet se verra elle aussi évoluer. Les clients devraient la découvrir bien avant la fin de l'année. « Courant mai, nous avons aussi hâte de recevoir le tout nouveau KIA Sorento, qui a lui

aussi subi quelques transformations qui redynamisent encore plus le véhicule. » La toute nouvelle K3, remplaçante de la KIA Rio, sera présentée cet été. Déclinée en 4 et 5 portes, elle offrira un modèle confort et un modèle luxe. Rencontrant déjà un franc succès dans d'autres régions, elle en espère autant sur notre territoire.

UNE ÉQUIPE COMMERCIALE IMPLIQUÉE

Paolo Montlouis, conseiller commercial

Qu'est-ce qui vous différencie des autres constructeurs automobiles ?

Au-delà d'une très large gamme, allant de la citadine compacte aux camions utilitaires, en passant par les berlines et les SUV, je dirais que la marque porte une grande attention au design et à la qualité, avec par exemple la garantie de 5 ans ou 100 000 km, qui est essentielle aux Antilles où les conditions climatiques et l'état des routes mettent à rude épreuve les véhicules. Nous avons de la chance d'avoir des voitures adaptées à notre île.

Quelles sont les forces de la concession de Saint-Martin ?

Nous sommes une équipe où la communication est privilégiée à tous les niveaux. Chacune de nos compétences est mise à disposition des autres. Cette entente rend le travail plus agréable et motivant. Le client se sent aussi très en confiance de voir cette proximité entre collaborateurs.



Sharon Wilson, conseillère commerciale

Comment aidez-vous les clients à trouver la voiture la plus adaptée à leurs besoins ?

Mon objectif principal est de comprendre leurs exigences et leurs préférences, de m'assurer qu'ils trouvent la KIA parfaitement adaptée à leur style de vie. Être capable d'aider les gens dans une décision d'achat aussi importante et voir leur enthousiasme lorsqu'ils repartent au volant de leur nouveau véhicule est quelque chose de très gratifiant.

Au-delà de l'expérience conducteur, quelles sont les autres forces de KIA ?

KIA propose une variété d'options de financement adaptées pour répondre aux divers besoins de nos clients. Nous travaillons à travers une société de leasing côté français et de promotions spéciales pour rendre la possession d'une KIA plus accessible. Les services après-vente sont également très complets, comprenant l'entretien de routine, la couverture de garantie et l'accès aux pièces et accessoires d'origine KIA.

Ouverture

UN NOUVEAU CONCEPT **COIFFURE** **À SAINT-MARTIN**

Le concept **BarberSkinn**, enseigne bien connue des Martiniquais, s'est installé depuis peu à Saint-Martin. Jacky et Auriane amènent avec eux un savoir-faire et surtout un concept de la coiffure et du service au client assez originaux. Texte de la rédaction - Photo Jean-Albert Coopmann



Auriane, conseillère stratégique et Jacky, fondateur de Barberskinn



Le concept Barberskinn est décliné sur nos îles

Tous deux sont tombés amoureux de l'île, à tel point que de simples vacances, les séjours se sont faits de plus en plus fréquents, et que c'est à Saint-Martin qu'ils ont décidé de se marier l'année dernière avec l'envie d'y vivre pour de bon. À la tête du réputé Barber Palace à Fort de France, il leur a semblé naturel de poursuivre l'aventure sur leur île de cœur.

Depuis novembre dernier, leur écrin coiffure dédié aux cheveux courts est ouvert. Jacky coiffe et Auriane gère image et réseaux sociaux.

TECHNIQUE POINTUE

Spécialiste des coupes courtes, pour hommes, femmes et enfants, Jacky propose également tout ce que l'on peut attendre d'un salon de coiffure : coloration, défrisage classique, barbe pour les hommes, etc, mais aussi une technique bien plus pointue, la tricopigmentation (micro

pigmentation du cuir chevelu qui permet de masquer les imperfections générées par la perte de cheveux).

EN TÊTE-À-TÊTE

Être tout seul avec son coiffeur et avoir un rendez-vous à la minute près, qui n'en a pas rêvé ? C'est le principe de Barberskinn. Jacky met en effet un point d'honneur à ce que chaque client soit reçu à l'heure. Un service très apprécié des personnes actives, qui peuvent se faire coiffer en un temps record. Chaque client dispose donc du salon pour lui seul, et peut même choisir la musique à sa convenance tout en sirotant une boisson. Un service VIP comme peu de salons peuvent en proposer et une expérience pour chaque client... dont on peut se faire une idée en regardant quelques-unes des émissions diffusées sur leur chaîne Youtube « Bienvenue sur mon siège ». On le sait, plus qu'une coupe ou un

soin, un rendez-vous chez le coiffeur est souvent une thérapie. Les clients livrent leurs expériences, parlent de leur vie et pour certains dont les parcours sont parfois douloureux, la séance coiffure revêt toute son importance (à retrouver également sur Insta).

ENCORE PLUS LOIN

Saint-Martin est un tremplin. L'objectif de Auriane et Jacky est de développer d'ici deux ans leur chaîne de salons sur d'autres îles, et rêve ultime, aux États-Unis.

Rendez-vous via WhatsApp (+596 696 08 67 49), de 10h à 14h le lundi, mardi et samedi, de 10h à 18h le mardi et le jeudi et en nocturne de 10h à 20h, le vendredi.

Hydrogène

LA SOURCE D'ÉNERGIE D'AVENIR DES ANTILLES-GUYANE ?



Le produit HYGI est lauréat de l'appel à projet Ecosystèmes territoriaux porté par GENELOGIES et SARA (Crédit SARA)

Il y a quelques semaines, Synergîles, pôle d'innovation spécialisé dans la transition énergétique et écologique, réunissait une quarantaine d'acteurs pour le lancement du Club hydrogène de Guadeloupe. L'occasion d'en savoir plus sur le potentiel « or vert de demain » et sur son développement dans nos territoires.

Texte Sarah Balay

L'hydrogène est-il le combustible du futur ? Élément chimique le plus simple, le plus léger et le plus abondant sur terre, ce gaz inodore, inflammable et non toxique est considéré comme un vecteur incontournable de la transition énergétique et de la résilience des territoires, dans le domaine de l'industrie, de la mobilité lourde et de l'énergie. Selon France hydrogène, en 2050, il devrait alimenter 18 % du parc de véhicules français et contribuerait à réduire les émissions de CO₂ de 55 millions de tonnes... Étonnant, puisque le marché mondial de l'hydrogène est aujourd'hui essentiellement tourné vers l'industrie et surtout il dépend à 94 % des énergies fossiles, nécessaires à sa production. En France, à ce jour, la production d'hydrogène représente ainsi 11,5 millions de tonnes de CO₂, soit environ 3 % des émissions nationales.

OR VERT ?

Dès lors, pourquoi parler « d'or vert de demain » ? Parce que la manière de produire ce gaz est en train d'évoluer. Grâce à l'électrolyse de l'eau, il peut l'être de façon décarbonée et économique. Cette méthode consiste à décomposer les molécules d'eau (H₂O) en dioxygène (O₂) et di-hydrogène (H₂) grâce à un courant électrique. Si ce courant électrique est d'origine renouvelable, l'hydrogène produit est dit « vert ». Depuis 2018, la France est l'un des premiers pays industrialisés à s'être doté d'un plan hydrogène, puis d'une stratégie nationale en 2020. 9 milliards d'euros sont mis sur la table pour la création d'une filière compétitive. Dans l'Hexagone, la propulsion à l'hydrogène se développe ainsi dans les réseaux de bus urbains, les flottes de taxis et de VTC.

CLUB HYDROGÈNE DE GUADELOUPE

Qu'en est-il aux Antilles-Guyane ? Le 25 janvier, Synergiles, association spécialisée dans la transition énergétique et écologique, a officialisé le lancement du Club hydrogène de Guadeloupe. Objectif : mobiliser les acteurs pour dynamiser une filière naissante. « Tous les projets d'avenir concernent la mobilité lourde et visent la production d'hydrogène vert, issu de l'électricité solaire, éolienne, géothermique ou hydroélectrique », précise Adrien Vielvoye, directeur de Synergiles et délégué régional adjoint Antilles-Guyane de France-Hydrogène.

En appui de la programmation pluriannuelle de l'énergie 2023-2033, portée par le conseil régional, des initiatives de production sont en cours. À moyen et long terme, engins de manutention, transports collectifs, lignes de bus urbaines et interurbaines, navettes maritimes,

transports de marchandise, engins de travaux, et des flottes à usage intensif devraient pouvoir rouler à l'hydrogène. « L'hydrogène est bien plus adapté à la mobilité lourde car nécessite très peu de temps de recharge », poursuit Adrien Vielvoye. À moyen et long terme, la collectivité vise le cabotage maritime, les dessertes inter-îles et peut-être l'aviation.

TRANSFORMER L'HYDROGÈNE EN ÉLECTRICITÉ

À ce jour, en Guadeloupe, tout comme en Martinique qui possède également un « club Hydrogène », le seul producteur local d'hydrogène, est SARA, acteur historique de l'énergie aux Antilles-Guyane. En plus d'exploiter une raffinerie en Martinique et des terminaux pétroliers sur les 3 territoires, SARA s'implique depuis 2016 dans la production d'énergies nouvelles, dont la solution hydrogène. Elle récupère l'hydrogène qui est produite au moment du raffinage du pétrole, et grâce à une pile à combustible elle transforme cet hydrogène en électricité, 1 MWh d'électricité réinjecté sur le réseau EDF.

Les premiers ateliers sur l'hydrogène aux Antilles-Guyane datent de 2022. En Guadeloupe, l'atelier qui s'est tenu en avril 2023, co-organisé avec la Région, France Hydrogène, l'ADEME(2) et Synergiles a permis de présenter le projet JarHy. Il s'agit de la mise en service, depuis mars 2023, en Guadeloupe, d'une station pilote de production et de distribution d'hydrogène et deux véhicules de service fonctionnant à l'hydrogène. « L'objectif est de rendre concret la mobilité hydrogène, d'expérimenter et d'éprouver le modèle tout en formant nos opérateurs », précise Annie Benjamin, responsable régionale développement énergies

nouvelles à SARA. D'autres projets plus importants sont dans les tuyaux comme HYGI sur Petit-Bourg qui devrait fournir 400 kg d'hydrogène par jour pour alimenter 4 à 5 bus, en partenariat avec la Région. « Nos territoires ont des besoins et des contraintes spécifiques. C'est important que nous puissions produire notre propre énergie et avoir un mix énergétique diversifié notamment en cas d'aléas climatiques », conclut Annie Benjamin, chef de file de la filière, SARA porte actuellement une huitaine de projets sur les Antilles-Guyane afin de fournir, à moyen terme, plusieurs centaines de tonnes d'hydrogène vert par an.

(1) Projet financé par l'Europe à travers le FCH-JU (Fuel Cells and Hydrogen Joint Undertaking)

(2) ADEME : agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie..

Innovation mondiale en Guyane

En 2026, la Guyane devrait compter la première centrale multi-mégawatts à hydrogène au monde. La centrale électrique de l'ouest guyanais (CEOG) produira une électricité stable sans dégagement de gaz à effet de serre, sans particule fine, sans pollution. Une stabilité rendue possible grâce à l'utilisation d'un stockage massif par hydrogène combiné à une production photovoltaïque*. En décembre, le projet Hyguane a été lancé pour « verdir » l'hydrogène utilisé par Ariane via le processus d'électrolyse de l'eau.

*A noter que le projet est contesté depuis plusieurs années par les habitants du village amérindien de Prospérité qui s'opposent à son emplacement, d'où le retard pris dans la livraison initialement prévue pour 2024.

Boîte à outils

Chaque mois, une sélection d'outils pratiques pour améliorer votre productivité, rester au fait des dernières tendances et même repenser le travail.

Texte Axelle Dorville

#management

Devenir un bon manager

Manager ne va pas nécessairement de soi et peut être source de beaucoup d'interrogations, telles que "Comment manager quelqu'un de plus expérimenté que moi ?" ou encore "Comment anticiper les burnouts ?". Dans ce podcast, une équipe d'experts RH vous aide à trouver des solutions.

Minutes management, sur Apple Podcasts et Spotify

#télétravail

Votre allié sur les réseaux sociaux

Être présent sur les réseaux sociaux est aujourd'hui indispensable pour toucher des prospects et entretenir sa clientèle, mais cela peut s'avérer très chronophage, surtout quand on n'est pas particulièrement expert. Grâce à l'intelligence artificielle, cet outil propose d'automatiser la conception de stratégie et la création de contenu pour les réseaux sociaux. De quoi économiser du temps pour s'occuper de missions encore plus stratégiques pour l'entreprise.

socialdude.ai

#QVT

Gérer les éléments perturbateurs

Certains comportements délétères peuvent mettre en péril le bien-être de toute une équipe et impacter les performances de l'organisation. Les personnalités difficiles ne sont pourtant pas une fatalité, il existe des techniques pour se désensibiliser, faire preuve d'autorité selon le profil et gérer les réfractaires au changement tout comme le pinailleur anxieux (et les 18 autres profils problématiques traités dans cet ouvrage).

Travailler avec des personnalités difficiles, Sandrine Weisz. Ed. Dunod.

#recrutement

À chaque génération sa méthode

Des modalités de recrutement aux avantages recherchés, en passant par les valeurs priorisées, il semble évident que les différentes générations actuellement sur le marché du travail n'ont pas les mêmes besoins. Pour attirer les talents que vous ciblez, ce guide récapitule ce qu'il faut faire et ne pas faire et propose des dispositifs concrets à mettre en place.

Recruter des x, y, z. La boîte à outils pour une marque employeur ciblée. Sur solutions.welcometothejungle.com





ewag.fr



GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

Désormais, retrouvez toute
l'actualité de vos magazines
sur un seul compte

EW'AG



10.328 views

Ewag.fr Retrouvez toute l'actualité de vos territoires [#mediapositif](#)

[View all 328 comments](#)

5 DAYS AGO

POSSIBILITIES



SOMMAIRE

46 Les nouveaux métiers ont-ils leur place aux Antilles-Guyane ?

1. Le boom des métiers « verts »
2. Les métiers du numérique
3. Penser la santé du futur
4. Sur les bancs de l'école 5.0
5. La construction en mutation

54 Des lunettes connectées : la télémédecine en marche

56 Coaching en Parcours sup : à quoi ça sert ?

MÉTIERS, COMPÉTENCES, FORMATIONS : UNE RÉVOLUTION À VENIR ?

Les nouveaux métiers ont-ils leur place aux Antilles-Guyane ?

Parce que les besoins évoluent, parce que la technologie progresse et parce que les défis se transforment, de nouveaux intitulés de métiers émergent régulièrement. Qu'il s'agisse d'habitat, de santé ou de transition écologique, nous avons voulu savoir si ces nouveaux métiers étaient réellement pertinents et s'ils auront un avenir aux Antilles-Guyane. Pour cela, nous avons rencontré et interrogé un acteur reconnu pour chacun des secteurs.

Texte Floriane Jean-Gilles - Sarah Balay - Yva Gelin

LE BOOM DES MÉTIERS « VERTS »



Notre expert :

Anissa Zapata,
consultante Energie Climat

Selon une récente étude de l'APEC*, entre 2019 et 2021, les métiers « verts » ou « responsables » ont progressé de 21 %. Les fonctions de manager décarbonation, conseiller en transition écologique, chef de projet biodiversité, éco architecte... sont de plus en plus courantes. Un progrès significatif généré par les besoins des entreprises et des services publics de répondre aux évolutions réglementaires en matière de climat. Aux Antilles-Guyane, la tendance est-elle la même ? De quels nouveaux métiers aurons-nous le plus besoin ?

ENERGY MANAGER

Depuis 2019, les acteurs du tertiaire doivent répondre à certaines obligations légales pour réduire la consommation énergétique de leurs bâtiments (17 % de la consommation énergétique nationale). L'objectif est d'atteindre – 60 % en 2050. Depuis le premier décret, les arrêtés d'application se succèdent pour compléter et préciser ce dispositif « éco-énergie tertiaire ». Le dernier remonte au 13 avril 2022. Il précise, entre autres, pour certaines catégories et sous-catégories d'activités, les valeurs seuils à atteindre en 2030 en apportant quelques précisions méthodologiques utiles (les seuils Outre-Mer ne sont pas encore

sortis). De quoi pousser davantage les acteurs concernés à se mobiliser. Selon Anissa Zapata, consultante Énergie Climat, de plus en plus de collectivités et d'entreprises vont devoir recruter du personnel capable de les accompagner. Le nouveau métier d'« Energy manager » est tout trouvé. Responsable de la gestion et de l'optimisation de la consommation d'énergie au sein d'une entreprise ou d'une organisation, il est chargé de mettre en œuvre les stratégies visant à réduire la consommation d'énergie, l'identification d'opportunités d'efficacité énergétique et parfois la recherche de sources d'énergie plus durables.

CHEF DE PROJET EN ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le domaine des énergies renouvelables est en cours de développement, mais va l'être encore davantage ces prochaines années, notamment sur nos territoires. En Guadeloupe, par exemple, la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) prévoit 61 % de la production électrique issue de ressources locales (24 % éolien, 17 % photovoltaïque, 2 % hydraulique et 14 % géothermie) à l'horizon 2033. Selon Anissa Zapata, outre le photovoltaïque, les autres sources d'énergies renouvelables,

éolien, géothermie et énergies marines vont nécessiter de plus en plus de compétences car le potentiel de développement est très élevé. En Martinique, plusieurs études de préfaisabilité ont été réalisées ces dernières années, révélant des sites prometteurs pour la géothermie comme la zone côtière des Anses d'Arlets et le Morne rouge (flanc ouest de la montagne Pelée). Le métier de chef de projets énergies renouvelables aura donc le vent en poupe pour plusieurs missions : lancer des études de faisabilité, évaluer les risques, élaborer des plans de mise en œuvre de projets et leur suivi, en tenant compte des ressources, des échéanciers, des budgets et de la réglementation. Il devra rester informé des dernières avancées technologiques et surtout intégrer les pratiques durables dans la conception, la construction et l'exploitation des installations.

CONSULTANT/CHERCHEUR RISQUES CLIMATIQUES ET ADAPTATION

Les conséquences du dérèglement climatique impactent l'ensemble de la planète, mais une chose est certaine, les Outre-Mer sont en premières lignes avec plusieurs bouleversements à venir : hausse des températures, montée des

eaux, baisse de la ressource en eau, phénomènes climatiques plus violents et fréquents selon le dernier rapport du GIEC*, etc. Les collectivités et les entreprises devront donc s'entourer de consultants et de chercheurs compétents pour établir différents scénarios d'adaptation en fonction des évolutions climatiques sur chacun des territoires et organisations : gestion des risques inondations, construction de bâtiments résistants, création de zones vertes pour atténuer les îlots de chaleur urbains, diversification des ressources en eau, agriculture résiliente au climat, etc. L'intelligence artificielle a également un grand rôle à jouer dans la récolte, l'analyse et l'interprétation des données climatiques.

LES MÉTIERS DES BIODÉCHETS

Selon le site internet Upcycle, « l'essor de la gestion des biodéchets va faire émerger de nouveaux métiers. À l'horizon 2025, environ 10 000 personnes devraient exercer des fonctions dans ce domaine, à l'échelle nationale ». En effet, depuis le 1er janvier, la valorisation des biodéchets (déchets non dangereux alimentaires de cuisine, biodégradable de jardin ou tout déchet provenant des établissements de production

ou de transformation de denrées alimentaires), est obligatoire pour tout le monde : professionnels et particuliers. Parmi ces nouveaux métiers figurent celui de collecteur de biodéchets chargé d'assurer les tournées de collecte auprès de différents usagers et le déchargement des biodéchets dans des exutoires adaptés ; celui d'éco-animateur de tri ou ambassadeur du tri des biodéchets. Sa fonction est de mener des actions de sensibilisation et de prévention auprès d'un public varié, particuliers, professionnels, collectivités, etc... Vont également émerger les fonctions de chargé de mission déchets des collectivités ; le maître-composteur, référent technique et animateur de la prévention et de la gestion de proximité des biodéchets ; le guide-composteur qui peut-être un habitant de la commune assurant bénévolement sa mission ou encore le référent de site, personne relais d'un ensemble immobilier, d'un quartier, impliquée dans l'information des usagers et la conduite globale du dispositif de compostage partagé (semi-collectif) ou autonome en établissement.

*APEC : association pour l'emploi des cadres (étude de 2022).

*GIEC : groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

LES MÉTIERS DU NUMÉRIQUE



Notre expert :

Betty Fausta, à la tête d'IPEOS en Guadeloupe, entreprise spécialisée dans le développement des logiciels libres

« IL FAUT DE LA CRÉATION DE VALEUR AJOUTÉE »

Les métiers du numérique ont cet avantage d'être en perpétuelle évolution, porteurs d'innovations et présents dans de nombreux secteurs d'activité. En effet, les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de la recherche, de la médecine, ou de l'industrie misent désormais sur le numérique pour être aussi modernes que performants. Aux Antilles-Guyane comme ailleurs, le besoin en professionnels compétents ne manque pas. Parmi les métiers du numérique incontournables de ces prochaines années comptent ceux qui gravitent autour de l'IA (intelligence artificielle), comme ingénieur en IA ou spécialiste en éthique de l'IA ; de la cyber sécurité ou l'exploitation de données (analyste, data scientist). Des fonctions davantage estampillées « marketing » sont aussi en pleine explosion comme SEM manager (chargé du référencement payant),

ou Digital Brand manager chargé de valoriser l'image de marque ou d'une entreprise sur les réseaux sociaux.

Ce qu'il faut aux Antilles-Guyane, « ce sont des projets ambitieux et de la création de valeur ajoutée ». « Nous sommes une société dépendante à 95 % des importations. S'il n'y a pas de décisions fortes au niveau national et local nous allons continuer d'être un pays qui paye des prestataires. Ces métiers de demain, nous devons les développer ici, commencer dès maintenant, et aller même au-delà ». Selon elle, nos territoires ont besoin de professionnels du numérique dans de nombreux domaines comme l'énergie, la gestion climatique, le recyclage des déchets, les ressources naturelles, la cyber sécurité et la sécurité au sens large (gestion de l'eau et de l'électricité). « Il sera également nécessaire de compter sur place des formateurs de qualité pour assurer l'éducation de la population sur ces évolutions. »

PENSER LA SANTÉ DU FUTUR

À l'heure où notre système de santé connaît une crise sans précédent, l'occasion nous est donnée de le réinventer.



Notre expert :

Pr. Corinne Grenier, co-rédactrice du rapport
« Prospective des métiers de la santé à l'horizon 2040 »
pour l'OPCO Santé

L'une des cinq thématiques structurantes du rapport est intitulée « Organisation et régulation du système de santé », diriez-vous que l'insularité des Antilles est un facteur qui décuple le phénomène de métropolisation ?

Pr Corinne Grenier : La métropolisation désigne la concentration des établissements de santé en certains lieux du territoire. Son corollaire, ce sont les déserts médicaux, en médecine générale ou en spécialité, y compris dans certains quartiers de grandes villes, comme Marseille. Les Antilles n'échappent pas à ce constat qui découle de l'orientation générale du système de santé français. Il est indispensable de lutter contre cette hyper concentration, par la télémédecine ou par le « hors les murs », en déployant des équipes mobiles ou la fonction ressources des établissements médicaux

sociaux, ou encore des dispositifs de coordination tels que le DAC, dispositif d'appui à la coordination (équipe qui organise les parcours de santé). Il s'agit de mettre à disposition les expertises, dans une approche d'« aller vers » pour faciliter l'accès aux soins de tous.

La télémédecine est-elle une solution d'avenir pour nos territoires ?

Elle permet, en effet, de réduire les inégalités sociales en matière de santé, même si rien ne saurait remplacer le contact physique. On distingue deux types de télémédecine : celle où le praticien peut se connecter à d'autres experts, dans le monde entier, par exemple quand un chirurgien est téléguidé à distance au cours d'une opération ; et celle qui met en lien le médecin et le patient. Toutefois, l'illectronisme, c'est-à-dire le manque de savoir face aux outils numériques, limite aujourd'hui bon nombre de personnes. Dans ce cas, investir sur du coaching et de l'accompagnement a du sens, le « care manager » serait là pour faciliter la communication auprès des personnes moins à l'aise avec ces outils. On peut très bien également imaginer des lieux de connexion, au sein des maisons de santé, en présence d'une infirmière ou une aide sociale qui expliquerait le diagnostic, ou la prescription. La télémédecine peut se faire depuis ces lieux. Au-delà de la télémédecine, les professionnels de santé, comme les pharmaciens, peuvent endosser un nouveau rôle. Ce sont des partenaires de proximité qui connaissent les patients, leur famille et leurs habitudes en termes d'observance ou d'adhérence à leur traitement. L'URPS* Pharmaciens PACA expérimente actuellement, par exemple, la nouvelle fonction de e-pharmaciens-correspondants, qui, dès lors que le patient les autorise, sont en mesure de dresser un bilan de médication ou de renouveler les ordonnances.

Face au vieillissement de la population, qui est déjà palpable aux Antilles, vous émettez l'hypothèse d'une évolution du parcours de soins qui conduirait à une prise en charge plus globale du patient, alliant médical et social. Expliquez-nous.

Nous devons envisager des lieux plus accessibles qu'un hôpital. Tout pousse vers une transformation du cabinet médical en maison de santé pluridisciplinaire, idéale pour les personnes âgées, avec kiné, infirmière, orthophoniste, médecines générale et spécialisée. Il y a 20 ans, on parlait de parcours de soin, puis de parcours de santé, aujourd'hui on parle de parcours de vie, avec des coaches et des éducateurs, qui travaillent beaucoup autour des activités physiques. En région PACA, une structure spécialisée dans l'innovation en santé (CIUS Santé) a été mandatée par une maison de santé pour concevoir l'intérieur du bâti et l'aménagement de son jardin, en concertation avec ses patients, pour qu'elle soit accueillante et qu'elle devienne un lieu où on a plaisir à venir. Cette réflexion collective fait donc aussi des maisons de santé des lieux de sociabilité.

Vous envisagez même l'émergence de nouveaux lieux pour vieillir, voire la prise en charge et le maintien à domicile des patients, quels nouveaux métiers ou nouvelles compétences cela suppose-t-il ?

Aujourd'hui, l'alternative au domicile, quand on peut avoir accès à des services et des soins infirmiers, est l'EHPAD, qui est une structure de plus en plus « sanitarisée ». On y entre aussi de plus en plus tard pour un an, en moyenne. Entre les deux se développe tout un ensemble de vocabulaire : « habitat intergénérationnel », « habitat inclusif », « habitat regroupé » ou « maisons autonomes ». Tous désignent de petits immeubles ou plusieurs maisons, dans un même périmètre, où chacun y vit dans son propre logement, avec un accès facilité à des services à domicile et des lieux de vie communs pour les repas ou le divertissement. Un professionnel, animateur de la vie sociale ou concierge, facilite la vie dans ce lieu en apportant son aide dans la vie quotidienne. Ce sont des choses intéressantes.

L'intergénérationnel permet de mixer les anciens et les jeunes, avec cette idée de transmission culturelle en plus. Cela se développe beaucoup par des fondations et des mutuelles. L'habitat inclusif, lui, est plutôt destiné aux personnes en situation de handicap. Dans cet habitat, en plus, le soutien à la vie communautaire est un ingrédient essentiel pour développer l'entraide, ces personnes se soutenant mutuellement pour développer leur « autodétermination » (empowerment).

Qu'est-ce que la gérontechnologie ?

Il s'agit de la technologie pour les personnes âgées, qui peut d'ailleurs être adaptée aux personnes handicapées. C'est très vaste : il peut s'agir d'aides techniques pour la prise de médicaments avec les piluliers électroniques qui vont sonner à l'heure de la prise du traitement ; d'outils palliant le problème de désorientation comme la canne ou la montre connectées qui vont sonner si on se trompe de chemin et qui intègrent un système de géolocalisation. Mais la gérontechnologie concerne aussi la domotique : commande à distance pour la climatisation ou système de caméra dans les chambres pour voir si une personne est tombée. Ce sont des progrès mais cela doit venir en complément de métiers qui permettent, par exemple, de faire un audit de son logement (hauteur des meubles ou des marches, présence de tapis, etc.) et de proposer des solutions de réaménagement.

* Union des professionnels de santé.

Zoom

Place à l'empowerment du patient !

L'empowerment désigne le pouvoir d'agir d'un individu, c'est particulièrement vrai pour les personnes en situation de handicap. Il s'agit de mettre la personne en situation de faire par elle-même, par la mise en place d'outils mais aussi d'accompagnateurs sociaux. L'empowerment est intimement lié aux savoirs de l'expérience, le médecin (ou autre professionnel) ne sait pas tout. Le patient, lui, vit au quotidien avec sa maladie ou son handicap, il a donc aussi des choses à dire, son expérience compte et à une vraie valeur qu'il faut mettre à disposition. Dans le cadre des universités de patients, ce sont les patients qui forment les futurs professionnels.... Ce modèle patient-partenaire est au cœur de plusieurs travaux et réflexions, au sein du Centre d'innovation du partenariat avec les patients et le public (CI3P) ou encore de la Croix-Rouge française.



Les Rapports de l'Observatoire

PROSPECTIVE DES MÉTIERS DE LA SANTÉ À L'HORIZON 2040

OPCO
SANTÉ

Santé : 5 métiers de demain pour répondre à 5 faits marquants*

La collecte massive de données (big data) renforcera la pertinence du soin et de la pratique médicale et paramédicale.

Métier : **Attaché en données clinique**

Il définit le plan de collecte, d'utilisation et d'analyse des données patients et des données scientifiques, en collaboration avec les professionnels de santé et de l'accompagnement. Dans une approche globale de soins (médicale et sociale), l'attaché en données clinique devra étendre la collecte et la gestion de données au mode de vie du patient et à ses conditions de vie au domicile.

On assistera à une transformation majeure du bloc opératoire par l'usage d'outillage numérique.

Métier : **IBODE (Instrumentiste en robotique chirurgicale)**

Il prépare le bloc ou l'espace de téléconsultation en installant les robots (robots chirurgicaux, objets connectés ou instruments numériques) et vérifie leur bon fonctionnement. Il assiste le praticien durant et après l'opération en lui faisant remonter les alertes.

Grâce aux progrès technologiques, le domicile sera confirmé comme lieu de délivrance de nombreux actes médicaux et chirurgicaux, ainsi que lieu de suivi d'un parcours de soins.

Métier : **Responsable de parcours intégré et projet de vie à domicile**

Personnel en charge de l'élaboration du projet de vie de la personne à domicile et de l'organisation d'évaluations sociales, médicales et psychologiques qui en découlent. Il organise la coordination des professionnels à domicile, qu'il aura préalablement identifiés.

La collecte de données entraînera le développement de plateformes numériques à base de données massives, à usages variés, renforcées par l'IA.

Métier : **E-brancardier**

L'e-brancardier est en charge de la gestion de la flotte de matériels roulants dédiés au déplacement des malades (fauteuils roulants, brancards-lits, chariots-lits) en établissement. Cette flotte, grâce à l'IA, pourra se déplacer en automatique par l'intermédiaire d'une

console de pilotage à distance, qui servira également d'interface de communication avec le patient, les professionnels de santé ou les ambulanciers lors de l'admission ou de la sortie d'un patient. L'ensemble des matériels roulants sera équipé d'exosquelette visant à faciliter le déplacement du patient.

On observe une forte demande pour la prévention, le bien-être et le coaching personnalisé dans une démarche de « self-management ».

Métier : **Coach prévention et adhésion du patient**

Il établit le projet de vie, de santé et de prévention de la personne en collaboration avec son entourage et les professionnels de santé. Il recrute, forme et coordonne les différentes expertises nécessaires à la mise en œuvre de ce projet et fournit conseils et services pour s'assurer du maintien en bonne santé dans une démarche préventive.

SUR LES BANCS D'ÉCOLE 5.0

La révolution numérique s'est accentuée au moment de la crise sanitaire de Covid 19 avec la fermeture des établissements scolaires. L'IA devrait en accélérer encore la trajectoire.



Notre expert :

Nathalie Methelie, directrice académique Réseau Canopé Martinique

Quelles transformations des métiers de l'enseignement avez-vous observées ces dernières années ?

L'école est certainement un des secteurs qui a connu le plus de réformes ces dernières années. Pour autant, les fondements du métier d'enseignant n'ont pas été modifiés et je doute qu'il change de sitôt. L'enseignant restera toujours l'enseignant et les machines ne sont pas prêtes de le remplacer. En revanche, ce sont les pratiques pédagogiques qui se transforment et les évolutions sociétales et technologiques telles que l'émergence des outils numériques ont été une force motrice de cette transformation. Les approches pédagogiques des enseignants sont donc en perpétuelles évolutions, dans la mesure où ils n'ont plus le monopole de la connaissance, on se souvient du phénomène ChatGPT. Toute la question est de savoir comment l'enseignant peut s'approprier ces outils et saisir leur potentiel pour les mettre au service de son enseignement, à quels moments ils seront une plus-value.

Votre offre de formation s'est donc adaptée en conséquence. Quelles sont les nouvelles compétences nécessaires ?

Effectivement, nous nous sommes très vite adaptés. Nous constatons aujourd'hui une forte demande des enseignants, sur deux axes de formation : « IA et éducation », car ils y sont confrontés dans leur classe, mais aussi le « bien-être à l'école », celui des professeurs comme celui des élèves. Quand la technologie fait peur, il convient de revenir aux fondamentaux, les rapports humains. C'est la raison pour laquelle il est indispensable de démystifier ces outils numériques en associant compréhension de la technologie et mise en pratique pédagogique. Il y a une nécessité d'accompagner le développement professionnel des enseignants afin que l'IA ne devienne pas une source de stress supplémentaire. L'enjeu est de leur donner des clés de compréhension : à quels niveaux ces algorithmes seront utiles et utilisés. Les nouvelles compétences développées autour de ces outils pour travailler efficacement avec l'IA sont donc de plusieurs natures : d'un point de vue réflexif pour utiliser les outils numériques de façon appropriée et efficiente et d'un point de vue technique pour un usage raisonné et éthique de ces dispositifs.

La place croissante du numérique et de l'IA va-t-elle transformer le système éducatif tel que nous le connaissons ?

Il est voué à changer, car il s'adapte. Ce sont les métiers qui gravitent autour de l'école qui apportent ce changement. Il y a là un gros potentiel d'évolution. De mon point de vue, la transformation va se cristalliser autour des EdTech et des EdLab avec les transferts technologiques vers le monde de l'éducation. D'ailleurs, la dynamique est d'ores et déjà en marche. Dans le cadre de France 2030, le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse a lancé le P2IA* : un marché public pour développer des services d'assistance pédagogique basés sur l'IA et dédiés aux apprentissages fondamentaux du français et des mathématiques au cycle 2 (CP, CE1, CE2). Cinq solutions ont été retenues : deux en français (LALILO et NAVI) et trois en mathématiques (ADAPTIV'MATH, MATHIA, SMART ENSEIGNO). En Martinique, Réseau Canopé a accompagné la mise en œuvre de l'expérimentation ADAPTIV'MATH en partenariat avec l'Académie (DRANE**). C'est un outil d'apprentissage adaptatif qui permet d'établir une cartographie précise de sa classe, avec la génération de tableaux de bord pour visualiser les progrès et cibler les difficultés de chacun. L'enseignant peut alors personnaliser le parcours pédagogique de chaque élève. Le ministère annonce ainsi que pour cette année scolaire 2023-2024, « ce sont plus de 53 000 professeurs et 1,3 million d'élèves qui vont utiliser ces ressources numériques en classe ». De nouveaux partenariats d'innovation en intelligence artificielle ont été lancés en 2024 pour un déploiement en cycles 3 et 4 (du CM1 à la 3e). Par ailleurs, MIA*** Seconde, application française de remédiation en mathématiques et en français, basée sur l'IA, a été déployée dans plusieurs académies en

février 2024, puis sera accessible à tous les élèves de 2^{nde} dès la rentrée 2024.

L'association EdTech France a su fédérer 480 entreprises, institutions et associations qui s'intéressent à la transformation des apprentissages à l'ère du numérique. Collaborez-vous avec cette association ?

Oui, Réseau Canopé collabore avec les acteurs EdTech et les accompagne dans les démarches de création et d'innovation à travers son « accélérateur pédagogique ». L'initiative part du constat partagé qu'il manquait un relais entre le monde de l'EdTech et celui de l'Éducation nationale. Réseau Canopé et l'association EdTech France ont ainsi signé en août 2022 une convention nationale pour renforcer la filière Edtech française à travers une offre numérique adaptée aux usages des enseignants. Nous avons établi un cadre de confiance en instituant une collaboration étroite. L'idée est de faire comprendre les attentes de l'école, d'évaluer les outils qui sont proposés en les faisant tester par des enseignants, en situation réelle, puis de les déployer de manière agile. Et nos territoires ne sont pas en reste, car nous constatons l'émergence d'une EdTech Outre-mer.

Peut-on envisager, dans un futur proche, l'émergence de nouveaux métiers de l'enseignement ?

À mon sens, les principales transformations induites par ces technologies s'inscriront essentiellement dans les pratiques pédagogiques des enseignants : le rapport à l'évaluation, la gestion de la connaissance du savoir et la capacité à faire évoluer sa pédagogie (individualisation, personnalisation des parcours d'apprentissage, susciter la créativité et l'engagement des élèves, etc.). Les technologies numériques comme

TED-i, Des robots de téléprésence destinés aux élèves hospitalisés

Le programme TED-i (Travailler ensemble à distance et en interaction) accompagne les élèves empêchés, par un handicap ou une maladie de longue durée. Il leur permet d'assister, en temps réel, depuis leur lieu de soins, à certains cours qui se déroulent dans leur établissement scolaire ou universitaire, aux côtés de leurs camarades. C'est un dispositif innovant favorisant la socialisation et l'inclusion des jeunes élèves ou étudiants. Neuf dispositifs ont été déployés, par la DRANE Martinique, en 2023.

les modèles d'intelligence artificielle sont, avant tout, et doivent rester, des outils au service des enseignements. Cependant, il est indéniable que L'IA appliquée à l'éducation est un champ de recherche qui pourrait faire évoluer l'enseignement de manière notable. Le ministère de l'Éducation nationale, a ainsi annoncé que la France sera le premier pays au monde à généraliser à tous les élèves d'une classe d'âge pour accompagner leur progression scolaire dès la prochaine rentrée scolaire.

Agenda 2030, vers la réalisation de l'ODD4

En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé « Agenda 2030 ». Ce programme repose sur 17 objectifs de développement durable (ODD). Le 4^e objectif « Éducation de qualité » entend « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

En 2019, à Pékin, l'UNESCO organisait une Conférence internationale sur l'IA et l'éducation

ayant pour thème « Planifier l'éducation à l'ère de l'IA : un bond en avant ». Le principal résultat de cette conférence a été le Consensus de Beijing sur l'IA et l'éducation, « le premier document proposant des conseils et des recommandations sur les meilleures façons d'exploiter les technologies d'IA pour la réalisation de l'Agenda Éducation 2030 ».

Dans la lignée de ces recommandations, l'UNESCO publiait, en 2021, un rapport intitulé « IA et éducation. Guide pour les décideurs politiques ». Selon les estimations, la valeur que représentera l'IA dans l'éducation en 2024 atteindra 6 milliards de dollars.

* P2IA : partenariat d'innovation et d'intelligence artificielle

** DRANE : délégation régionale au numérique pour l'éducation

*** MIA : modules interactifs adaptatifs

LA CONSTRUCTION EN MUTATION

Le secteur du BTP est fortement impacté par trois aspects majeurs : les évolutions technologiques, numériques et la transition énergétique. L'évolution des compétences pour nombre de métiers sera un passage obligé.



Notre expert :

Sandra Fortuné, directrice régionale de Constructys, OPCO de la Construction.

LE RÈGNE DE LA 3D

« Parmi les technologies à fortement impacter une bonne partie des métiers de la construction, explique Sandra Fortuné, figure le BIM pour Building Information Modelling. Le travail en 3D se répand dans beaucoup de corps de métier et beaucoup d'entreprises recrutent des modeleurs, même si la technique peut changer en fonction de la spécialité ». A titre d'exemple, le métier de géomètre sera ainsi particulièrement impacté par l'évolution de la technologie et en particulier des



techniques de virtualisation du réel et de numérisation. Le lien avec le terrain sera, grâce à ses outils, moins prenant et la fonction de géomètre se concentrera alors davantage sur un processus de validation externe. En lien avec cette mutation, de nouvelles compétences seront nécessaires : lire et exploiter des plans numérisés ou encore analyser des données issues de relevés topographiques qui impliquent des mesures de surface par nuage de points de vue obtenus par drone. Mais également être en capacité de réaliser des documents aussi bien en deux qu'en trois dimensions.

DES BÂTIMENTS CONNECTÉS

L'électricien pour sa part sera dorénavant confronté à la place que prennent les technologies au sein de l'aménagement. Reconnaissance faciale, système de sécurité connecté, ou encore développement des équipements de domotique. L'importance de la performance énergétique dans les nouvelles

réglementations l'amèneront également à analyser différemment en privilégiant l'optimisation énergétique. Les nouveaux défis pour les électriciens vont donc principalement se développer autour des chantiers et bâtiments de plus en plus connectés qui les obligera à en avoir une connaissance plus poussée afin de pouvoir les recommander mais aussi les utiliser.

DE NOUVEAUX CRITÈRES DE TOITURE

Le solaire et l'isolation sont les nouveaux défis du métier de couvreur, tout en étant capables d'adapter ces nouvelles compétences à du neuf comme de l'ancien. Parmi les nouvelles compétences figurent donc celles, par exemple, de l'analyse des caractéristiques d'une toiture pour un travail d'isolation ou encore d'installation de panneaux photovoltaïques. Il s'agira également de penser au réemploi et / ou recyclage des matériaux en question.

Des lunettes connectées qui changent la donne

En Guyane, où l'éloignement géographique de nombreuses communes pose un problème d'accès aux soins, le développement de technologies de réalité assistée permet au SAMU de piloter à distance des interventions médicales, d'ajuster des diagnostics et de renseigner des situations.

Texte Adeline Louault



Les lunettes permettent au médecin régulateur de visualiser une intervention à distance et de guider l'opérateur.

Le SAMU de Guyane est confronté quotidiennement à des situations difficiles : les zones d'intervention sont vastes et nécessitent des déplacements importants. En temps normal, les communes isolées n'ont que la pirogue ou l'avion comme moyens de transport. En cas d'urgence médicale, il faut compter 2 h en moyenne pour une évacuation sanitaire en hélicoptère, avec un seul appareil à disposition qui, en outre, ne peut pas voler de nuit. Par ailleurs, les difficultés de communication (plus de 11 langues sont recensées) peuvent gêner certains diagnostics. Dans ce contexte, le développement de la

télémedecine d'urgence constitue un enjeu majeur. L'utilisation de technologies de réalité assistée facilite un accès instantané aux soins. « Si ces outils se sont aujourd'hui largement démocratisés dans de nombreux services médicaux en France, la Guyane a été, en 2021, l'un des premiers territoires à les expérimenter », explique Jean-Marc Pujot, chef des urgences-SAMU à l'hôpital de Cayenne. Nommé XpertEye, le dispositif utilisé par le SAMU 973 est une suite logicielle qui propose diverses fonctionnalités de communication vidéo. Peuvent s'y connecter des smartphones, des lunettes équipées d'une caméra mais

aussi des appareils médicaux comme un stéthoscope, un dermatoscope, un échographe, etc. Transmises de manière strictement sécurisée, les données de santé ne sont pas conservées afin de respecter la législation.

UNE SOLUTION BAS DÉBIT

Le SAMU et les 18 Centres délocalisés de prévention et de soins de Guyane (CDPS) ont accès à ce logiciel d'assistance vidéo et sont équipés de lunettes connectées. Doté d'une caméra et relié à un smartphone dédié, cet outil innovant a plusieurs usages : la téléexpertise, lorsque le praticien a besoin de l'avis d'un confrère par exemple lors d'accouchements prématurés ; la téléassistance lors d'interventions délicates (suture, intubation, etc.). Les lunettes permettent au médecin régulateur, basé à Cayenne, de visualiser une intervention à distance et de guider pas à pas l'opérateur, généralement un infirmier en pratiques avancées ou un correspondant SAMU. Bien qu'inégale en Guyane, la couverture réseau ne pose pas de réel problème. « La particularité de cette solution est qu'elle utilise du bas débit pour fonctionner. Nos équipes peuvent même nous transmettre des vidéos depuis un avion de ligne, lors des évacuations sanitaires long courrier », précise Jean-Marc Pujot.



Réunion de médecins basés à l'hôpital de Cayenne pour le suivi à distance d'une opération endoscopique.

DOCUMENTER LA SITUATION

Les lunettes sont également utilisées par les équipes du SAMU lorsqu'elles arrivent sur les lieux d'une catastrophe. « On voit la scène en temps réel ce qui nous permet d'évaluer la gravité de la situation et de proposer la solution la plus adaptée et la plus rapide, d'autant que notre système est connecté avec l'état-major international, la préfecture et l'ARS. » La solution de vidéo assistance propose également une autre fonctionnalité appelée télérégulation. Comme il est souvent difficile d'évaluer précisément ce qui se passe en interrogeant simplement la personne qui appelle le 15, encore plus quand elle ne parle pas la même langue, le médecin régulateur des urgences peut envoyer un lien sécurisé par SMS ou par e-mail au patient. D'un simple clic, l'appelant accepte l'invitation et le dispatcheur peut apprécier la situation grâce à la caméra du smartphone. « De même, si vous êtes témoin d'un accident et que vous n'arrivez pas bien à décrire les choses, le SAMU vous envoie ce lien et peut directement avoir accès à la scène. »

Grâce à ce système encore en phase d'évaluation, le SAMU Guyane espère bientôt pouvoir réduire de 15 à 20 % le nombre de transports sanitaires entre les CDPS et l'hôpital. « L'efficacité n'est pas encore là car jusqu'à présent nous manquons de personnes formées et de moyens de diagnostic (échographe et radio) sur site. Mais nous sommes en train d'y remédier. »

Métier

“les correspondants SAMU”

Face au contexte géographique particulier de la Guyane et au manque de moyens humains, le service des urgences a vu la nécessité de former des « correspondants SAMU », capables d'intervenir seuls dans des zones reculées. Créée il y a deux ans et dispensée à l'Université de Guyane par des urgentistes, la formation au DU Initiation à la médecine d'urgence s'adresse aux médecins toutes spécialités sauf urgentistes et réanimateurs et aux infirmiers diplômés d'État. Elle permet d'acquérir les bases nécessaires à la prise en charge seul ou en équipe et par délégation de compétences, des urgences vitales et fonctionnelles, en l'absence d'environnement hospitalier adéquat et dans l'attente de l'arrivée en renfort d'équipes spécialisées. « La majorité de nos étudiants travaillent dans les CDPS et ne peuvent pas se rendre régulièrement à Cayenne pour suivre les cours. La formation est donc souvent assurée en e.learning grâce aux lunettes connectées et aux autres fonctionnalités de notre dispositif d'assistance vidéo », précise Jean-Marc Pujo.

18 centres de soins

Un dispositif sanitaire spécifique à la Guyane a été mis en place pour les populations isolées de l'intérieur du territoire. Le maillage sanitaire est représenté par les 18 centres délocalisés de prévention et de soins (CDPS), animés par une cellule de coordination constituant un des pôles de l'hôpital de Cayenne. Leur rôle est majeur dans la gestion de l'offre de soins, qui y sont gratuits, car il s'agit parfois du seul acteur permanent sur le terrain. Des médecins généralistes, infirmiers et sages-femmes y officient. Des médecins spécialistes (gynécologues, infectiologues...) viennent également du littoral pour des permanences plusieurs fois par mois.

Orientation

7 CHOSES À SAVOIR SUR *le coaching Parcoursup*

Selon un sondage IPSOS, Parcoursup est source de stress pour 83 % des étudiants. Depuis sa mise en place en 2018, la plateforme en ligne d'admission dans l'enseignement supérieur est devenue la bête noire des lycéens et de leurs parents. Résultat : le recours aux structures privées pour du coaching personnalisé explose.

Texte : Sarah Balay

1) Exit stress et prise de tête !

Depuis son arrivée il y a cinq ans, la plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur, Parcoursup, est prise pour cible : opacité des algorithmes pour départager les dossiers, jargon, sélection obscure, procédures complexes, dates butoirs... Autant d'arguments qui ont convaincu les familles d'éviter « les galères » en investissant dans un accompagnement privé. Dans ce domaine, inutile de compter sur l'Éducation nationale qui ne compte, à ce jour, qu'un conseiller d'orientation psychologue (CopSy) pour 1 500 élèves. Oups !

2) Succès fou

Face à la demande, de nombreux acteurs du privé, installés ou émergents, se sont positionnés sur ce créneau spécifique. Le nombre de coachs spécialisés orientation et Parcoursup aurait été multiplié au moins par dix selon des témoignages rapportés dans certains médias. Une recherche « Google » suffit d'ailleurs à le prouver, aussi bien dans l'Hexagone que dans les Outre-mer. Qui sont-ils ? Pour la plupart des coachs certifiés indépendants, des organismes agréés, des écoles privées, parfois des professionnels des ressources humaines en fonction ou des étudiants.

3) Services sur-mesure

Les services sont variables et dépendent surtout de la situation du candidat (s'il a déjà un projet ou non). Mais ils ont l'avantage d'être personnalisés : bilans d'orientation, tests d'évaluation, tests psychométriques (1), entretiens psychologiques, aide à la construction d'un projet cohérent, assistance pour CV et lettre de motivation, mais aussi la stratégie à privilégier pour inscrire ses vœux sur la plateforme.

4) Le prix de la tranquillité

Du forfait aux séances facturées à l'heure (jusqu'à 150 euros), les tarifs demeurent globalement élevés. Il faut, par exemple, compter entre 400 et 600 euros pour un bilan. De quoi générer une orientation à deux vitesses qui favorise les élèves issus de milieux aisés.

5) Attention

La profession n'est pas réglementée. Toutes les prestations ne se valent pas. La qualité des formules est incertaine et celle des coachs aléatoires.

6) On mène l'enquête

Les familles doivent se montrer vigilantes et évaluer la fiabilité de la structure et du service : certifications et bagage professionnel des coachs, pertinence des tarifs, ancienneté de l'organisme, absence de conflit d'intérêt (pas de lien avec une école privée recommandée à l'issue du bilan) et origine des outils (tests issus d'éditeurs réputés). À noter qu'une entreprise certifiée Afnor (2), adhérente à une fédération de coaching et rattachée à un code déontologie est un gage de sérieux.

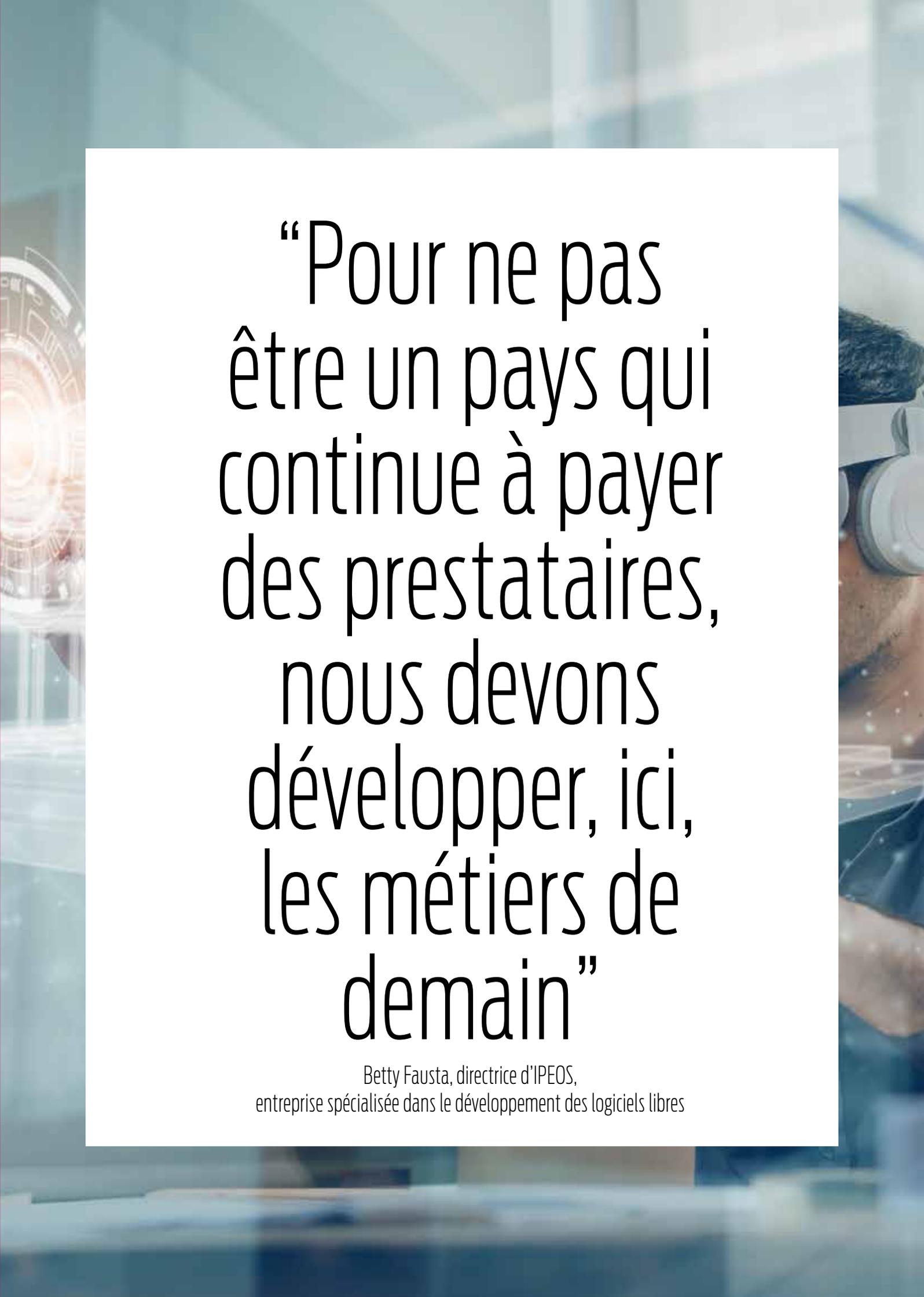
7) Et la gratuité alors ?

L'ONISEP (3) et la plateforme Parcoursup elle-même, regorgent d'informations gratuites sur les formations et les métiers. Le site Merci Bobby, par exemple, propose un programme de coaching en ligne en échange de quelques heures passées au sein d'une association. Original.

(1) **Psychométrie** : mesure des traits psychologiques d'un individu

(2) **Certification Afnor** : organisme indépendant qui délivre des signes de reconnaissance de qualité.

(3) **ONISEP** : office national d'information sur les enseignements et les professions.



“Pour ne pas
être un pays qui
continue à payer
des prestataires,
nous devons
développer, ici,
les métiers de
demain”

Betty Fausta, directrice d'IPEOS,
entreprise spécialisée dans le développement des logiciels libres

LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

Texte Ann Bouard
Photo Quentinprodphoto
/ Lescontrescourants

LA VOIX DE ST-BARTH

Étudiante au Conservatoire de Bordeaux, la mezzo-soprano Winona Berry, est la lauréate du concours de chant lyrique, Voix des Outre-mer 2024. Une première pour l'île de Saint-Barthélemy.

La finale nationale du concours qui, depuis six ans, met à l'honneur les voix confirmées, affirmées ou débutantes venues des Outre-Mer, s'est tenue à l'Amphithéâtre de l'Opéra Bastille. Un lieu important pour Winona, car c'est là qu'elle a assisté à son premier opéra, à l'âge de 18 ans. Assise au premier rang, elle est happée par l'univers de la Flûte enchantée et se découvre alors une passion pour le chant lyrique.

Sollicitée mais réfléchie

Pas facile pour les ressortissants des îles du nord de participer à ce type d'événement, faute de castings locaux. Winona s'est présentée à la finale Île-de-France pour pouvoir accéder, pour la seconde fois, à la grande finale de ce concours qui fait désormais référence. Le 23 février dernier, aux côtés de dix autres représentants ultramarins, elle fait le choix d'interpréter "Que fais-tu Blanche Tourterelle", extrait de l'œuvre du Roméo et Juliette de Charles Gounod, marquant chaque note et faisant la démonstration de son étendue vocale.

Sa victoire lui confère déjà une certaine notoriété, d'autant qu'en novembre dernier



Sélection pour la 7^e édition

Les inscriptions pour la 7^e édition sont d'ores et déjà ouvertes, jusqu'au 15 avril, et les sélections seront annoncées dès le 15 mai (voixdesoutremer.com). 2025 promet d'être une année phare pour le chant lyrique dans les outre-mer, et il se murmure que les organisateurs ont également pour projet de jouer Carmen de Bizet, à Saint-Barth et à Saint-Martin !

elle a remporté le prix de Génération Opéra et le prix Soroptimist International, au Concours d'Avignon. Elle le sait, le directeur de l'Opéra de Paris l'avait déjà remarquée l'année dernière et la suit. Elle devient très sollicitée, accorde des interviews, participe à des émissions... mais Winona veut encore se laisser un peu de temps.

Savourer l'apprentissage

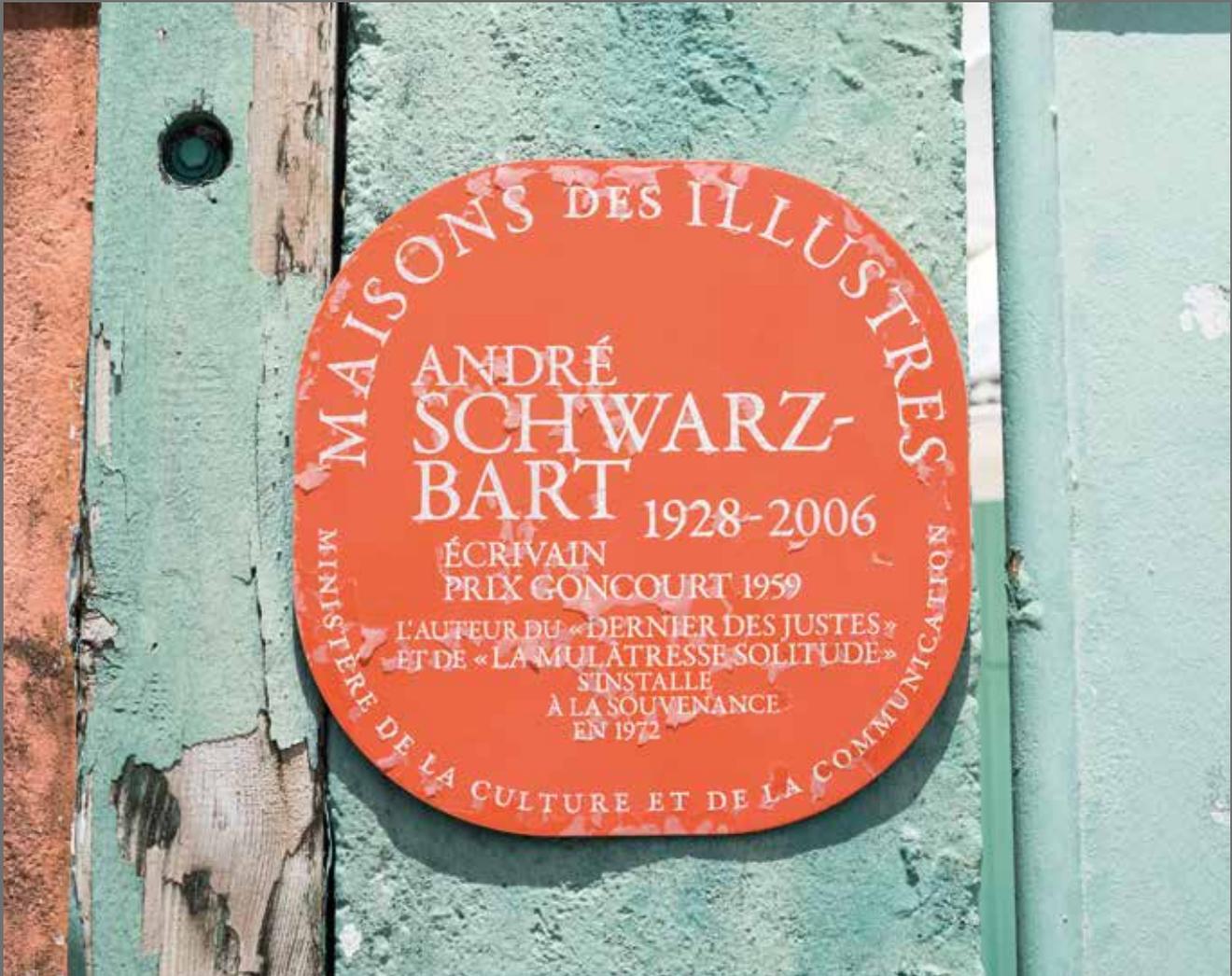
Elle a intégré le Conservatoire de Bordeaux il y a cinq ans, vise une Académie, pour se forger et passer l'audition de l'opéra. Mais elle s'accorde le temps de la réflexion, le temps nécessaire à l'évolution de sa voix. Elle ne se sent pas encore prête pour la scène, même si cela est son rêve ultime. « J'ai encore besoin d'être encadrée et passer pro est une tout autre

organisation. Mais il y a parfois des opportunités, et cela on ne maîtrise pas. » Pour se rassurer et se ressourcer, elle ne déroge pas à ses deux voyages annuels, en été et à Noël, pour retrouver sa famille à Saint-Barthélemy.

Une expérience incroyable

Winona est consciente d'avoir participé à quelque chose d'exceptionnel. Sous la direction artistique de Fabrice di Falco, les organisateurs détectent les jeunes artistes, les forment et assurent leur promotion, faisant guise d'agents. Ils offrent du rêve à des personnes qui n'ont pas l'opportunité de chanter dans de tels lieux ou de suivre des coachings à ce niveau.

2 HABITAT | DÉCO PATRIMOINE



Dis moi où tu habites, je te dirai qui tu es

Décoration, aménagement, artisanat, patrimoine, tradition et nouveaux lieux, Ewag arpente les territoires et vous donne rendez-vous chaque mois dans un cahier spécial.

SOMMAIRE

- **La question de la rédaction**
Une maison créole peut-elle être en béton ?
- **Un espace à aménager**
Un dressing sur-mesure
- **Tradition**
Succomber au trempage martiniquais
- **Mon île**
Mission rénovation

La question de la rédaction

UNE MAISON CRÉOLE PEUT-ELLE ÊTRE EN BÉTON ?

Certains disent que la maison créole est faite de murs, mais avant tout elle est faite d'une âme. Riche de son héritage, un mélange de cultures (amérindienne, française, espagnole, et anglo-saxonne) aboutit à un style très marqué. L'architecture « créole » est un résultat d'influences où la devanture est sa signature. Un toit à plusieurs versants orné d'une frise, des volets à chaque fenêtre, une terrasse ombragée entourée d'un jardin créole...

Au fil du temps de nombreux facteurs façonnent et remanient l'architecture coloniale, devenant davantage moderne et contemporaine. Toutefois, l'ancrage des codes architecturaux « créole » a permis de conserver ses traits originaux. Ce changement inéluctable parvient à un produit unique où même déstructurée, l'habitation créole reste reconnaissable. Dans l'imaginaire collectif, le style colonial évoque une grande demeure spacieuse, ouverte, confortable et luxueuse. Distincte, elle s'adapte et s'approprie de nouvelles techniques et matériaux de construction. En Martinique comme en Guadeloupe, des analogies architecturales ont

suivi une évolution commune face à une demande de plus en plus forte.

Aujourd'hui, la grandeur du rêve a pris forme grâce au béton ! Ce matériau a longtemps souffert de l'image négative de l'urbanisme de l'après-guerre. Mais reste une matière pleine de ressources. Le béton, au contraire, réunit de nombreux avantages, qui combinent solidité, confort et esthétisme. Cet élément désigne un composite fabriqué avec des granulats (sable et/ou gravillons), agglomérés par un liant (souvent du ciment) et de l'eau. Avec des matières premières répandues au travers de la planète, une construction en béton se révèle moins coûteuse qu'une

bâtisse en ossature bois. Malléable et résistant, son utilisation est pérenne. Le niveau d'isolation et d'étanchéité est excellent grâce à sa composition. Le recours au béton procure un confort à l'intérieur grâce à une inertie thermique inégalée. Construire avec une haute performance énergétique tout en offrant un confort thermique est l'enjeu de notre ère. Pour concilier ces deux points, le béton -matériau lourd - présente un potentiel thermodynamique intéressant. Il évite les surchauffes et favorise une aisance en écrétant les pointes de température. De plus, il propose une grande liberté d'aménagement grâce aux portances qu'il peut subir. Un salon et une cuisine peuvent

ainsi être complètement ouverts à l'aide de poutres IPN. Cet attelage métallique, souvent en acier, à haute résistance peut maintenir et soutenir un plafond, supporter un plancher ou remplacer un mur porteur. Certains architectes ou particuliers les utilisent parfois comme élément décoratif.

Cette matière pleine de ressources répond aux contraintes sismiques et anticycloniques. De fait, l'exploitation du béton « armé » devient l'allié des constructions antillaises. L'enjeu était de surpasser les faiblesses du béton afin de le rendre optimal. C'est pourquoi l'utilisation d'armatures (barres ou treillis soudés) en acier consolident la traction lors de chocs ou de mouvements. Avec le béton armé,

la compression et la traction s'équilibrent pour une résistance maximale aux pressions, vents et séismes.

Pleine de qualités, la maison « créole » en béton conquiert fortement le marché de la construction de bien individuel dans les îles françaises. Sans limite constructive, l'ampleur du design intérieur se fait ressentir dès l'entrée. S'affranchissant de toutes limites de construction ou de rénovation, le béton n'enlève rien du charme de l'habitation colonial. Concrètement, une construction en béton apporte des garanties qualitatives, un coût inférieur face à une édification en bois et un délai court de travaux. Entre six mois et un an, la maison de vos rêves peut donc prendre forme sous vos yeux.

Lexique

Le béton armé : résiste aux grandes forces de compressions et de tractions grâce à l'armature de barres en acier ou de filets ajoutés.

Le béton précontraint : des barres d'acier mises en tension dans le coffrage permettent l'augmentation de la charge du béton et sa qualité de compression.

Le béton projeté : est un jet sur une surface existante sans coffrage. Il s'utilise généralement pour la restauration de façades mais s'emploie également pour apporter du relief.

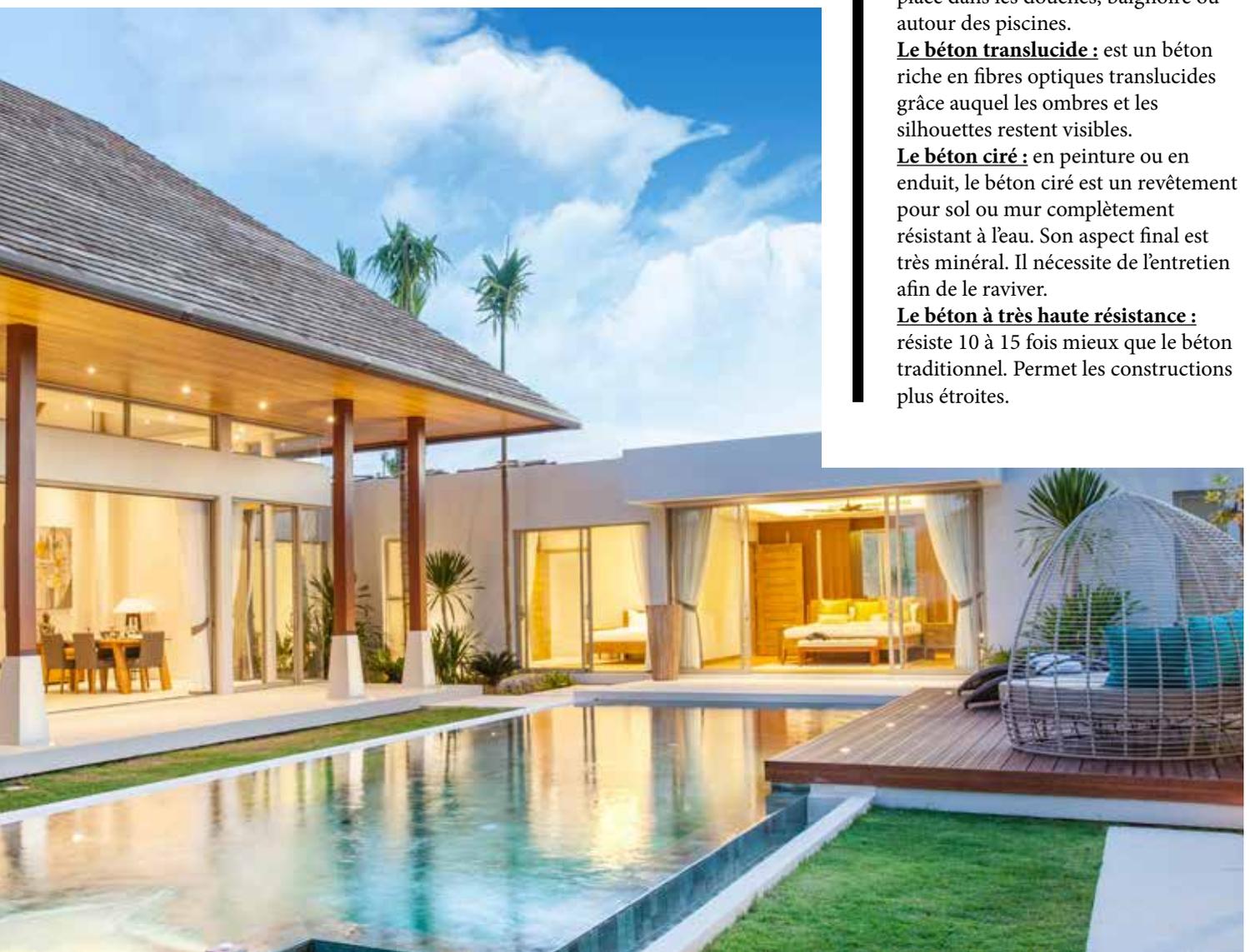
Le béton autoplaçant : est très liquide. Il se coule facilement dans les coffrages de forme étroite et/ou complexe.

Le béton à motifs : lorsque le béton est mouillé, il dévoile des motifs invisibles. Souvent utilisé dans les environnements humides, il peut être placé dans les douches, baignoire ou autour des piscines.

Le béton translucide : est un béton riche en fibres optiques translucides grâce auquel les ombres et les silhouettes restent visibles.

Le béton ciré : en peinture ou en enduit, le béton ciré est un revêtement pour sol ou mur complètement résistant à l'eau. Son aspect final est très minéral. Il nécessite de l'entretien afin de le raviver.

Le béton à très haute résistance : résiste 10 à 15 fois mieux que le béton traditionnel. Permet les constructions plus étroites.



Un espace à aménager

UN DRESSING SUR-MESURE

Le dressing sur-mesure présente un grand avantage, il permet d'exploiter les volumes dans toutes ses dimensions, du sol au plafond, et de donner une vraie touche déco à votre intérieur. Réinventez ce petit coin intimiste, allié de l'habitat.



la penderie, l'autre accueille casiers de rangements, étagères et espaces accessoires.

Le dressing en « U », s'aménage dans une pièce spécifique, il est formé de trois façades de rangement, parfait pour un couple ou une famille.

Le dressing-cabine offre un espace totalement clos au sein de la chambre.

du coloris de votre choix, voire transparentes. Les décors tirent leur épingle du jeu avec des effets textile, cuir, bois d'essences diverses. Certains spécialistes proposent une large palette de couleurs, des finitions mates ou vernies.

UN ÉCLAIRAGE DE DRESSING

Éclairer votre dressing permet de choisir rapidement vos affaires et ainsi perdre moins de temps à tout défaire et replier. Il est donc important de bien répartir les éclairages dans tout le dressing.

DES RANGEMENTS ASTUCIEUX

Les séparateurs à l'intérieur de votre meuble se veulent ergonomiques et surtout pratiques, avec de nombreuses solutions de rangement pour les chaussures, bijoux, cravates, ceintures, écharpes... Des tiroirs aménagés de séparateurs, des étagères coulissantes, de grands coffres, des élévateurs de garde-robe ou des barres porte-pantalons/cravates, vous assureront une organisation sans faille.

AU MILLIMÈTRE PRÈS !

Pour concevoir un dressing, une surface minimum de 3 m² est nécessaire. Avec une règle de base où le dressing doit faire 50 cm de profondeur s'il est sans portes, et 60 cm avec portes. Le reste de la disposition de l'ameublement est établi à votre guise.

UN ESPACE, UNE FORME !

Les formes du dressing dépendent principalement de la configuration spatiale. Sur un pan de mur ou cabine, en « L » ou en « U », le but est d'harmoniser le meuble avec le reste de la pièce tout en maximisant le rangement.

Le modèle en « L » occupe deux pans de murs. Le plus large accueille

OUVERT OU FERMÉ ?

Tout est affaire de goût et de style. Fermé par des portes pliantes, coulissantes ou battantes, le dressing permet de protéger les vêtements de la poussière. Toutefois beaucoup de personnes apprécient la sensation d'ouverture et optent pour un meuble sans portes. Cette pièce que l'on cachait est aujourd'hui devenue un élément important de l'aménagement intérieur que l'on ose montrer.

MATIÈRES ET COULEURS

Pour l'habillage extérieur, le dressing doit s'intégrer "physiquement" dans la pièce. Les portes sont habillées de miroirs, peintes ou laquées

Mon île

MISSION RÉNOVATION

Depuis 6 ans, la Mission Patrimoine contribue à la sauvegarde du patrimoine français dans toute sa diversité. Alors que l'appel à candidatures pour l'édition 2024 du loto du patrimoine a été clôturé le 29 février, retour sur un cas concret et en cours de finalisation : la rénovation du clocher de l'église Saint-Hyacinthe à Capesterre-Belle-Eau.

UN CLOCHER EN PÉRIL

L'édifice a été fragilisé par la tempête Fiona, ouragan de catégorie 4, qui a causé de nombreux dommages sur l'île de la Guadeloupe dans la nuit du 16 septembre 2022. Le clocher menace désormais de s'effondrer. Les beffrois en bois supportant les cloches ont été désolidarisés en partie et ne permettent plus d'utiliser le carillon.

La restauration redonnera sa fonction originelle à cet ouvrage d'art, phare de la paroisse depuis sa construction par Ali Tur dans les années 1930. Sélectionné en septembre 2023, les travaux de restauration structurelle et ravalement du clocher débutent d'ici quelques semaines et seront achevés fin 2024.

RECONSTRUCTION EN 1931

La première trace d'une chapelle dédiée à Saint-Hyacinthe, élevée dans le bourg de Marigot, ancien nom de Capesterre Belle-Eau, remonte à 1636. Deux tremblements de terre en 1843 et 1851 provoquent sa disparition. Un nouvel édifice est rebâti en 1853 sur un plan en forme de croix latine, mais le cyclone de 1928 en emporte la toiture.

L'architecte Ali Tur, chargé de la reconstruction, intervient en 1931 sur le clocher et ajoute une sacristie et deux bas-côtés à la nef d'origine.

L'agrandissement en béton armé respecte les proportions de l'édifice et les éléments d'ornement de la façade originelle, dotée de pilastres, de trois portes en plein cintre et d'un fronton mouluré de style néoclassique, à l'image du travail d'intervention douce réalisé sur les églises des Abymes et de Saint-Anne. Seul le clocher est représentatif de son style à part entière, créé entièrement en béton armé et figurant par des ouvertures ajourées le motif de croix latine sur ses quatre façades.

LIEU DE CULTE ET SITE TOURISTIQUE

L'église de Capesterre Belle-Eau est toujours affectée au culte et accueille les célébrations et offices de la commune. L'édifice peut se visiter et la commune espère développer sa fréquentation en comptant sur les nombreux touristes qui passent par Capesterre Belle-Eau chaque année pour admirer les chutes du Carbet, un des sites les plus visités de Guadeloupe, découvrir le lieu de débarquement de Christophe Colomb en Guadeloupe en 1493 sur la plage au lieu-dit Sainte-Marie, ou encore apprendre le fonctionnement de la distillerie de rhum Longuetau à proximité.

SOURCE : www.fondation-patrimoine.org

Loto du patrimoine : comment ça marche ?

Chaque année, en partenariat avec la Française des Jeux, le produit de la vente des tickets et des grilles du "loto du patrimoine" est destiné à soutenir des projets de restauration, sélectionnés sur appel à candidature par les délégations régionales de la Fondation du patrimoine



Tradition

SUCCOMBER AU TREMPAGE MARTINIQUAIS

Hilaire Zébut perpétue la tradition du Trempage, ce plat typiquement martiniquais qui se mange avec les doigts.

Texte Willy Gassion - Illustration Orane Phedon



« Je garde mes petits secrets. » On a beau insister, supplier, rien n'amadoue Hilaire Zébut. S'il consent à énumérer les ingrédients nécessaires à la confection du Trempage (oignons péyi, ail, tomates pelées et concentrées, clous de girofle, bois d'Inde, beurre, poivre, sel, farine pour épaissir la sauce, du pain rassis artisanal de trois jours et...il s'arrête là), le Maître trempageur fait, avec malice, mystère du « petit plus » qui rend son Trempage unique et l'a sacré roi de cette spécialité culinaire de la Martinique.

LA CUISINE DE MA MÈRE

Il faut partir de l'enfance et de Tartane, un quartier de la ville de

La Trinité. Il faut partir de là parce que tout vient précisément de là : de la cuisine de la mère d'Hilaire. « La Trinité, et Tartane en particulier, c'est le berceau du Trempage, tout trinitéen a été élevé au Trempage, ma mère était une grande cuisinière, elle faisait le Trempage surtout pendant la période des grandes vacances, j'ai appris en observant ma mère et mon grand frère. »

LE GOÛT ET LE TOUCHER

À l'origine, le Trempage c'est le repas des pauvres, du pain rassis émietté accompagné de têtes de requin que les pêcheurs n'arrivaient pas à vendre et que les ménagères récupéraient. » Ce n'est pas que le goût qui est sollicité, c'est aussi le toucher. La

dégustation du Trempage répond à un rituel immuable. « Le Trempage se mange avec les doigts sur des feuilles de bananier, et c'est toujours la même main qui a contact avec la nourriture, l'autre main est maintenue dans le dos, chaque participant doit rester dans le périmètre de la feuille de bananier qui est le sien. » Avec le temps, le Trempage a gagné en noblesse, ce sont aujourd'hui les fruits de mer les plus recherchés, raie, langouste ou crabe sirik, qui ont remplacé la traditionnelle tête de requin. Et puisqu'il n'est de bon repas sans boire, c'est au Madou (boisson à base d'eau, de sucre, de feuilles d'oranger et de citronnier) que les anciens trinquaient.

Aujourd'hui vous avez fait 4 500 pas...

Qui n'a jamais reçu ce genre de message sur son téléphone ? Qui ne s'est posé aussitôt la question « est-ce suffisant ? » Alors que l'on se souvient qu'il faudrait faire 10 000 pas par jour pour se maintenir en bonne santé. De quoi se sentir coupable. Souvent le même téléphone ajoute aussi un commentaire très désagréable : « Ce mois-ci vous marchez et courez en moyenne moins que le mois dernier ».

Ce chiffre rond de « 10 000 pas » date des Jeux olympiques de 1965 au Japon. C'est un fabricant de podomètre qui a eu l'idée de donner ce nombre quotidien comme argument publicitaire. Depuis il a été repris régulièrement, y compris par l'OMS. En fait les dernières études semblent indiquer que le minimum de pas recommandés se monte à environ 4 400, soit entre 2,5 et 3 km de marche au total.

Ce débat sur le nombre de pas démontre l'importance que l'on accorde à notre santé, et à notre santé « chiffrée ». « Connais-toi toi-même par les chiffres » est la devise d'un mouvement américain « Quantified self » (moi en chiffres) né en Californie en 2007 et qui consiste à pratiquer l'automesure. Des capteurs embarqués dans des bracelets, des montres, des brassards, des pèse-personnes, des ceintures et autres vêtements enregistrent la moindre calorie brûlée, le moindre pas effectué, mais aussi la tension artérielle, le rythme cardiaque, le taux de glucose dans le sang, les cycles de sommeil. Par la suite, plusieurs applications ont été développées pour gérer ces mesures et nous alerter si besoin. De cette façon on trouve des applis pour surveiller son diabète, sa tension, sa consommation de cigarettes, son alimentation, etc..

Ces données chiffrées sont un régal pour l'hypocondriaque qui sommeille en nous. Le moindre dépassement peut nous empêcher de dormir, nous précipiter à la pharmacie ou chez le médecin ! Un autre danger est de consulter en permanence les résultats pour le plaisir de consulter, comme le signalent les psychologues en remplaçant « certaines addictions, à la cigarette ou à la nourriture, par la compulsion à l'outil, un fétiche qu'on exhibe pour se rassurer ». À trop vouloir (re) prendre le pouvoir sur soi, à fixer des objectifs de performance pour chaque petite chose de la vie, l'automesure peut virer à l'obsession.

Alors oui, marchons le plus possible, mais surtout « sans compter ».





PARTENAIRE MAJEUR
EXCLUSIF



22^{ème}
édition

Terre-Blue

FESTIVAL DE MARIE-GALANTE

Racines et résonances

DU 17 AU 20 MAI 2024

KOOL AND THE GANG » FANNY J » KOFFEE
NNEKA » TABOU COMBO » MAURANE VOYER » KEITH "THE CAPTAIN" GAMBLE
COCO & ROTIN » ZOUK ALL STARS (FREDERIC CARACAS) » LOIC EMBOULE
TESSIVA (TREMPLIN TALENTS) » ZOUK ORCHESTRA » KAN'NIDA

www.terredeb Blues.com   





m MARTINIQUE *Boat Show*

30 MAI
au
2 JUIN

Fort-de-France
Port de Plaisance de L'Etang Z'abricots

Le Martinique Boat Show est LE salon nautique de la Caraïbe. Pour cette 4^{ème} édition, venez à la rencontre des professionnels de la Mer, découvrez les dernières innovations et les escales phares de la Caraïbe.

Larguez les amarres, destination vos prochaines aventures nautiques!

**Cluster**
Maritime Martinique
Cap sur la croissance bleue

Nous contacter:
www.martinique-boat-show.fr
commercialisation@martinique-boat-show.fr
(+596) 6 96 90 56 99

Avec le soutien de ses partenaires

